

Une conférence pour penser la Syrie de l'après-guerre Page A 2

TransCanada garde le secret sur les espèces menacées Page A 3



Donald Trump se fait très diplomatique au Moyen-Orient

Page B 1

www.ledesvoir.com

LE DEVOIR

VOL. CVIII N° 113

LE DEVOIR, LE MARDI 23 MAI 2017

1,30 \$ + TAXES = 1,50 \$



PETER BYRNE / PA VIA ASSOCIATED PRESS

Au moins 19 personnes ont été tuées à la suite d'une explosion considérée comme un acte terroriste dans une salle de spectacle de Manchester. Sur la photo, des spectateurs sont pris en charge par les forces policières.

CONVERGENCE

Québec solidaire rejette le PQ

Il va falloir «se lever tôt» pour expliquer cette décision, note Gabriel Nadeau-Dubois

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire à Québec

Les députés de Québec solidaire ont provoqué une commotion dimanche en rejetant du revers de la main toute négociation d'alliances stratégiques avec le Parti québécois. Ils ont pris tout un «risque», ont convenu les porte-parole, Manon Massé et Gabriel Nadeau-Dubois, moins de 24 heures plus tard, invitant du même souffle les solidaires à «reconnaître» la «*lourde responsabilité*» qui pèse désormais sur leurs épaules: «*battre les libéraux en 2018*».

«Il va falloir se lever tôt, puis travailler fort, parce que la décision qu'on a prise, il y a beaucoup de gens qui ne la comprendront pas, on le sait. Il y a des gens qui vont nous attaquer. Ça ne veut pas dire qu'on a pris la mauvaise décision. Mais ça veut dire qu'il faut l'assumer maintenant», a martelé M. Nadeau-Dubois à l'issue du congrès de quatre jours de la formation politique de gauche, lundi.

Les participants ont interdit dimanche après-midi à l'état-major de leur formation politique de discuter de pactes de non-agression avec le PQ d'ici aux prochaines élections générales. L'effet de ressac a été immédiat. «*QS portera l'odieux de la réélection du Parti libéral du Québec dans moins d'un an et demi*», peut-on lire sous différentes déclinaisons sur les réseaux sociaux.

Les tirs ne proviennent pas seulement du camp péquiste. QS s'est notamment attiré les reproches du Mouvement Démocratie nouvelle

VOIR PAGE A 8 : SOLIDAIRE

Lire aussi : Vade retro satana. La chronique de Michel David. Page A 3

La terreur frappe Manchester

Un attentat jugé «terroriste» par les autorités fait une vingtaine de morts dans une salle bondée de jeunes

SARAH R. CHAMPAGNE

Au moins 19 personnes ont été tuées et environ 50 blessées lundi soir dans une salle de concert à Manchester, dans l'ouest de l'Angleterre, à la suite d'une explosion que les autorités considèrent comme un acte «terroriste».

L'ambiance rose bonbon de ballons déversés sur une foule largement adolescente s'est assombrie abruptement. L'une des dernières chansons du concert de la chanteuse pop Ariana Grande a été interrompue par une puissante détonation. Des milliers de personnes ont dû être évacuées dans la panique subséquente.

La police de Manchester a rapidement averti les citoyens d'éviter la zone en indiquant agir à des informations «selon lesquelles il y aurait eu une explosion». Environ une heure plus tard, elle a dressé un bilan provisoire de 19 morts et d'environ 50 blessés. L'événement «est traité

comme un incident terroriste», a-t-elle déclaré.

«Nous travaillons à établir tous les détails de ce qui est traité par la police comme une épouvantable attaque terroriste», a déclaré la première ministre britannique Theresa May, en exprimant sa sympathie aux familles.

Le ministre de la Sécurité, Ben Wallace, a quant à lui qualifié l'incident «d'attaque» et appelé les citoyens à la vigilance. «Si vous voyez quoi que ce soit de suspect, appelez la ligne anti-terroriste.»

Parmi les théories, celle de l'attentat suicide a été évoquée par plusieurs sources dans les médias britanniques, sans aucune confirmation au moment d'écrire ces lignes.

La police a immédiatement bouclé un large pan du secteur. Les services de train et de métro ont été interrompus, puisque la salle de spectacle communique avec la station Victoria.

Au moins cinq des hôpitaux de l'aggloméra-

tion urbaine recevaient des spectateurs touchés par l'explosion. Les services médicaux d'urgence et les hôpitaux ont vite été mobilisés. Le *Manchester Evening News* rapportait des scènes de «chaos absolu» au service de traumatologie de l'hôpital Wythenshawe. L'établissement a rapidement demandé aux gens qui attendaient aux urgences de quitter les lieux pour faire de la place aux blessés de l'attentat.

Témoins sous le choc

«Tous les gens qui étaient de l'autre côté de la salle de concert où le «bang» a été entendu sont soudain venus vers nous en courant et ils essayaient de sortir, donc ça bloquait, et tout le monde fuyait vers la sortie qu'il pouvait trouver le plus rapidement possible, a-t-il ajouté. C'était la panique.»

VOIR PAGE A 8 : TERREUR

FESTIVAL DE CANNES

Un Haneke inégal et désespéré

ODILE TREMBLAY

à Cannes

Spectacle émouvant que celui de l'entrée de Jean-Louis Trintignant dans une salle, plus fragile que jamais, presque aveugle. Ça prenait Michael Haneke pour sortir de sa retraite du cinéma l'ancien jeune premier d'*Et Dieu créa la femme* devenu monstre sacré. Déjà cinq ans plus tôt à Cannes avec *Amour*, palmé d'or. Ce lundi grâce à ce *Happy End*, tourné également en français. Et le reverra-t-on jamais?

La scène finale de ce film, qui commanda trois jours de tournage à cause des marées et des vagues, entraînait l'acteur français en fauteuil roulant dans les eaux froides de la Manche. «J'ai demandé à la productrice: si je fais cette scène sans embêter personne, est-ce que vous m'épargnez Cannes? Elle a dit oui. Puis on verra après...»

Trintignant vit quasi reclus dans ses terres. «Mais Cannes c'est important»,

VOIR PAGE A 8 : CANNES

Lire aussi : Yorgos Lanthimos moins inspiré que dans son *Lobster*. Le cinéaste grec offre un univers à la Kubrick. Page B 8



VALÉRY HACHE AGENCE FRANCE-PRESSE

Michael Haneke et Isabelle Huppert sur le tapis rouge de Cannes, lundi. Le cinéaste fait partie du club sélect des doubles palmés d'or.



AUJOURD'HUI

Culture › La conquête de l'espace scénique. Le groupe phénomène The XX est à Montréal. Page B 8

Sur la route › Les freins potentiels aux véhicules autonomes. Le projet de Terrebonne face à l'hiver et aux intempéries. Page B 5



Avis légaux..... A 4
Décès..... B 4
Météo..... B 5
Mots croisés..... B 5
Petites annonces..... B 4
Sudoku..... B 6

ACTUALITÉS

Les fruits

JEAN-FRANÇOIS NADEAU



L'avenir des fruits apparaît compromis à mesure que les abeilles disparaissent. La multiplication des champs magnétiques brouille leurs repères. Des maladies les déciment. Et l'usage massif de pesticides les achève.

Mais a-t-on vraiment besoin des abeilles puisque tout ce qui semble compter est d'augmenter la productivité? En Chine, dans le Sichuan, les récoltes de pommes connaissent un grand bond en avant malgré la mort des abeilles. Des paysans minutieux remplacent tout bonnement les insectes. Ces hommes-abeilles ont pour tâche de grimper aux branches des arbres pour polliniser une à une les fleurs des arbres fruitiers. Comme l'humain est plus systématique que l'insecte, il n'en oublie pas. Ainsi, la production augmente. Et des emplois sont créés. N'est-ce pas merveilleux?

À Montréal, les abeilles font un retour grâce aux efforts de quelques passionnés. Il ne faut pas être la tête à Papineau pour comprendre l'importance de ces insectes pour les cultures en général et les vergers en particulier. D'ailleurs, il est amusant de voir que Louis-Joseph Papineau lui-même était passionné par les pommiers.

Dans son journal, son fils Amédée raconte que le chef patriote possédait à Montréal, «un grand jardin et verger sur la rue Saint-Denis, occupant tout l'espace entre les rues De La Gauchetière et Dorchester [boulevard René-Lévesque], et se prolongeant en arrière, presque à la rue Sanguinet».

Dans le fief familial de Montebello, à la seigneurie de la Petite-Nation en Outaouais, Papineau ne cesse de commander des pommiers de plusieurs variétés, ce qui favorise une bonne pollinisation. En 1855, le tribun écrit: «J'ai fait planter cent cinquante pommiers et un plus grand nombre d'arbres d'ornement.» En marge de ses pommiers, Papineau évoque volontiers la beauté de la nature au printemps, ce temps où la nature lui semble particulièrement riche et belle.

En somme, Papineau n'avait certainement pas que des drapeaux en tête. Il rêve surtout d'une liberté qui pourrait servir d'étendard commun. C'est à se demander ce qu'il aurait pensé de ce combat de coqs des derniers jours pour savoir si l'Assemblée nationale devait faire flotter le drapeau tricolore auquel on associe désormais les patriotes.

Dans un article paru dans l'irremplaçable *Bulletin d'histoire politique*, l'historien Georges Aubin avait déjà rappelé le rêve ancien au Bas-Canada de trouver un emblème représentant cette aspiration commune pour la liberté et la fraternité.

En 1832, Amédée Papineau écrit qu'il assiste à un imposant défilé à la suite de l'emprisonnement de deux journalistes, Daniel Tracey, éditeur du *Vin-*

dicator, et Ludger Duvernay, éditeur de *La Minerve*. Ils ont osé écrire que le Conseil législatif était «une nuisance». Un immense défilé a lieu pour dénoncer cet emprisonnement arbitraire et soutenir la liberté de presse. C'est à cette occasion, écrit le fils Papineau, que le tricolore vert, blanc et rouge lui semble avoir été vu pour la première fois, du moins à Montréal.

Durant les soulèvements de 1837-1838, on trouve plusieurs traces de ce drapeau. À Philippe Couillard qui assimile bien vite ce drapeau à un étendard des indépendantistes québécois d'aujourd'hui, on pourrait rappeler que le même tricolore flotte aussi chez les révolutionnaires du Haut-Canada, comme le souligne notamment Amédée Papineau.

Il y eut plusieurs variations sur ce tricolore. Dans les papiers du fils Papineau, on en trouve un dessiné. En haut, dans le vert, une inscription: «Association des fils de la liberté». Au milieu du blanc, deux branches de feuilles d'érable surplombées d'un castor et de deux étoiles, représentant les aspirations républicaines du Haut et du Bas-Canada. En bas, dans la portion rouge, les mots «En avant!».

D'autres versions de cet étendard existent à la même époque. Un des plus étonnants est celui des patriotes de Saint-Eustache, orné d'un dessin de maskinongé. Plusieurs témoignages rapportent cependant que le tricolore vert, blanc, rouge s'était imposé.

Que signifiaient les couleurs de ce drapeau républicain? La parole revient encore une fois à ce précieux observateur qu'est Amédée Papineau. Ce drapeau, écrit-il, affiche le vert pour les Irlandais, le blanc pour les Français, le rouge pour les Anglais et les Écossais. Il ajoute ceci: «C'était la pensée politique et sociale. Pour les chrétiens, ce drapeau représentait aussi les vertus théologiques, la Foi, l'Espérance, la Charité. Pour les Républicains, il signifiait aussi: Liberté, Égalité, Fraternité.»

Bien sûr, ce drapeau n'a jamais eu de statut officiel, même s'il a profondément marqué les consciences. Mais il y a des limites à la mauvaise foi lorsque le premier ministre du Québec juge commode de continuer de le cacher comme s'il ne représentait qu'une faction d'excités!

L'histoire offre parfois de curieux clins d'œil. Tandis que cette tempête autour d'un simple drapeau montre que notre système politique est mal à l'aise avec son passé au point qu'il en arrive à s'étouffer rien qu'à y tremper les lèvres, la visite officielle du haut-commissaire du Royaume-Uni justifie, au même moment, que l'Assemblée nationale fasse flotter l'Union Jack à son sommet! Et personne, bien entendu, ne voit rien là de paradoxal.

En ce pays, les grands arbres de l'histoire finissent parfois par donner de bien maigres fruits. Faute de suffisamment d'abeilles, peut-être.

jfn@ledevoir.com



De jeunes réfugiés syriens dans un camp à Deir Zannoun, au Liban

JOSEPH EID AGENCE FRANCE-PRESSE

Les Syriens commencent à décider où ils veulent poser leurs pieds

Première rencontre de cette envergure réunissant des Syriens de partout, la Conférence internationale de Basamat for Development s'est ouverte lundi à Istanbul. À l'invitation de cet organisme humanitaire qui œuvre surtout auprès des femmes victimes de la guerre, les Syriens ont pour une rare fois osé parler de l'avenir.

LISA-MARIE GERVAIS
à Istanbul

L'exercice était ambitieux, voire périlleux. Car rassembler autant de Syriens et de sympathisants de divers pays et de différentes confessions pour parler de leur avenir commun est en soi un exploit. Mais un exercice ô combien nécessaire, croit Majd Chourbaji, la fondatrice de Basamat — «empreinte» en arabe —, l'organisme hôte de cette première conférence internationale à Istanbul. «Il faut connaître et partager entre nous ce qui se fait déjà [pour les Syriens]. Le thème de la conférence se traduit par «le chemin est par ici», c'est ici qu'on veut mettre nos pieds pour voir venir les choses. C'est se poser pour pouvoir réfléchir et avancer, explique-t-elle. Il y a eu beaucoup de souffrance.»

Pour cette militante qui a été emprisonnée et torturée en même temps que son mari, cette phrase a une réelle résonance. En décembre 2012, Majd Chourbaji a été arrêtée par le régime de Bachar al-Assad lors d'un banal contrôle routier. Son crime? Avoir aidé les victimes dans les hôpitaux et organisé des manifestations pacifiques pour protester notamment contre le massacre survenu à Daraya, sa ville natale, tout près de Damas. Elle a été battue, torturée et détenue avec vingt femmes pendant sept mois dans une cellule de 4 mètres carrés, en portant toujours les mêmes vêtements et en se douchant tous les trois mois. Après une

grève de faim qui s'est soldée par sa libération et celle de 80 détenues, elle a appris qu'elle serait désormais seule pour élever ses trois enfants: son mari était mort en prison.

Réfugiée au Liban, M^{me} Chourbaji a fait des démarches pour envoyer ses enfants en Suède et les tenir loin de l'horreur. En juin 2014, Basamat for Development, basé au Liban, mais qui est également enregistré comme organisme de charité au Canada, a été sa réponse au drame qu'elle vivait, comme veuve et comme mère monoparentale qui devait tout recommencer. En trois ans, cet organisme humanitaire qui vient en aide aux femmes veuves de guerre et aux enfants a pris un essor considérable: il opère 13 projets au Liban et en Syrie — écoles, formation et autonomisation des femmes — et embauche désormais 150 personnes (dont 130 femmes).

Les femmes d'abord

Elle a voulu leur faire une grande place à la conférence. «On a invité beaucoup de femmes à la conférence. Pour nous, c'est très important», in-

siste Majd Chourbaji. Parmi elles, une femme ingénieure venue présenter un prototype de maison très sophistiquée pour la reconstruction, une médecin et professeure de sexologie à l'Université du Caire et la colauréate du prix Nobel de la paix 2011, la militante yéménite Tawakkol Karman, qui a livré — presque vociféré — un discours lucide et inspiré sur la jeunesse, cette «troisième voie» entre le terrorisme et la dictature, où pourrait fleurir un «printemps permanent».

«Quand on pense à la reconstruction d'un pays, on pense toujours à la reconstruction économique. C'est l'intérêt premier pour les entreprises européennes qui se demanderont où investir. L'important, c'est que les Syriens jouent ce rôle-là eux-mêmes et réfléchissent à leur société syrienne», a soutenu pour sa part Agnès Favier, chercheuse à l'Institut universitaire européen de Florence. «Pour savoir quel chemin prendre, il faut savoir où on est», poursuit la chercheuse. Les défis pour arriver à la pleine reconstruction sont encore nombreux. D'abord d'ordre politique, pour réconcilier ceux qui ont subi les affres du régime et ceux qui le soutiennent. «Le gros problème, il est là. Ça reste une ligne rouge pour beaucoup de gens». D'autres,

non négligeables, sont d'ordre social. «Il faut voir cette déconnexion qui grandit entre la Syrie et les pays voisins. En tant que Syriens, on ne vit pas la même chose quand on est à l'intérieur qu'en Turquie ou au Liban».

Oser penser à l'avenir

Pourquoi penser à l'avenir? «Parce qu'on a un pays détruit et que tout est à reconstruire, particulièrement les humains. Après viendront les villes», croit Bouthina Rahhal, du Comité des femmes syriennes (Syrian Women Committee), un organisme basé à Reyhanli, en Turquie, tout près de la frontière avec la Syrie. Nada Adi s'implique quant à elle au sein de Syrian Charity, une association qui a son siège social en France qui opère notamment un hôpital spécialisé en obstétrique, où les femmes accouchent dans un bunker blindé et repartent la même journée, car c'est trop dangereux. «Depuis que c'est commencé qu'on pense à l'avenir. Alors, on organise les choses et, même si c'est pas pour nous, ce sera pour nos enfants», soutient cette Syrienne qui vit en exil depuis le massacre de Hama en février 1982. C'est là qu'une insurrection des Frères musulmans avait été réprimée dans un bain de sang par l'armée alors contrôlée alors par le gouvernement du père de Bachar al-Assad. «L'espoir? Il y en a toujours. L'injustice ne peut pas durer éternellement. Ça va finir un jour. Et nous, on sera prêts... Inch Allah.»

Le Devoir

Notre journaliste séjourne en Turquie en partie à l'invitation de Basamat for Development.

« Depuis que c'est commencé qu'on pense à l'avenir. Alors, on organise les choses et, même si c'est pas pour nous, ce sera pour nos enfants. »

La Syrienne Nada Adi

À quoi sert la politique commerciale européenne?



CONSEIL
DES RELATIONS
INTERNATIONALES
DE MONTRÉAL

Déjeuner-causerie
de la Série Politique
Présentée par:

Bell

Vendredi 2 juin 2017 • de midi à 14 h

Mariotti Château Champlain • 1050 Rue de la Gauchetière Ouest

Avec l'appui de:



Thèmes abordés:

1. Le rôle de l'Union européenne en matière de commerce
2. L'AECE et ses implications pour l'Union européenne
3. Les relations politiques et économiques Wallonie-Québec

INSCRIVEZ-VOUS • CORIM.QC.CA • 514 340-9622



Paul Magnette
Ministre-Président
de la Wallonie

ACTUALITÉS

Vade retro,
satana

MICHEL DAVID



Depuis 50 ans, on a pris l'habitude de voir libéraux et péquistes comme chiens et chats, mais ce n'est rien en comparaison de la véritable haine que de nombreux militants de Québec solidaire éprouvent envers les péquistes. Par moments, le débat sur une possible alliance PQ-QS, dimanche, a pris des allures de séance de dévouement. A entendre certaines interventions, le PQ semblait être l'incarnation du diable.

Jean-François Lisée, lui, a été comparé à Machiavel. Les délégués de sa circonscription de Rosemont étaient particulièrement remontés contre le chef péquiste, dont la fourberie est apparemment sans limites. Alexandre Cloutier ou Véronique Hivon auraient peut-être pu apprivoiser une majorité de militants, mais la méfiance envers M. Lisée était palpable. La peur de se faire embobiner par ce filou frisait la paranoïa.

Les opposants ont donné le ton d'entrée de jeu. Au bout de vingt minutes, il était presque devenu gênant de vouloir s'allier à de pareils faux jetons. Même ceux qui étaient prêts à envisager la possibilité d'une alliance semblaient le faire à leur corps défendant. Elle a été assortie de conditions si contraignantes que les discussions n'auraient probablement pas abouti ou qu'elle aurait éclaté à la première occasion.

Les griefs de QS envers le PQ remontent à Lucien Bouchard, mais la question identitaire est clairement la pierre d'achoppement. Les péquistes ne réalisent peut-être pas à quel point la charte de la laïcité a laissé des séquelles inguérissables. L'opposition du PQ à la tenue d'une commission d'enquête sur le racisme et la discrimination systémique en a ravivé le douloureux souvenir. Les membres des communautés culturelles et les anglophones, que QS s'emploie à détacher du PLQ, ont été très clairs: tout rapprochement avec le PQ entraînerait automatiquement leur départ.

Chez QS, on est très conscient que cette brutale fin de non-recevoir constituera une grande déception, voire un véritable choc, pour de nombreux autres, chez qui la perspective de cette union des forces souverainistes et progressistes avait fait naître de grands espoirs. Cette fois, il ne peut y avoir le moindre doute sur le responsable de l'échec d'une alliance à laquelle 87% des électeurs de QS — et du PQ — étaient favorables, selon le récent sondage Léger-Le Devoir-Le Journal de Montréal.

«La décision que nous avons prise, il y a des gens qui ne la comprendront pas», a reconnu Gabriel Nadeau-Dubois. A plus forte raison si le résultat devait être de reporter les libéraux au pouvoir en octobre 2018. D'Israël, le premier ministre Couillard n'a d'ailleurs pas caché sa satisfaction. Il a beau prétendre n'avoir jamais cru à cette alliance, bien des libéraux ont dû pousser un soupir de soulagement.

C'est peut-être en région que l'effet sera le plus négatif. Dimanche, il était manifeste que les relations entre péquistes et solidaires y sont nettement plus harmonieuses qu'à Montréal. Un des objectifs de l'alliance était précisément de permettre à QS de faire élire des députés à l'extérieur de la métropole. Cela paraît désormais exclu pour l'avenir prévisible.

Le grand perdant est évidemment le PQ, dont les chances de former un gouvernement se trouvent maintenant considérablement réduites. Elles le seront encore davantage si le projet de fusion entre QS et Option nationale se concrétise. Sans minimiser leur divergence de vues sur l'assemblée constituante, la volonté d'arriver à une entente est manifeste.

Il faut prendre avec beaucoup de circonspection les 18% dont le sondage Léger crédite cette autre alliance, mais 14% des péquistes auraient l'intention de l'appuyer. Extrapoler la répartition des sièges à partir des sondages sur les intentions de vote est très aléatoire, mais les résultats auxquels arrive le simulateur mis au point par Bryan Breguet sur le site Too Close to Call ont de quoi inquiéter le PQ.

Avec 18%, QS pourrait l'emporter dans 8 circonscriptions, toutes situées sur l'île de Montréal. A celles de Mercier, Gouin et Sainte-Marie-Saint-Jacques, que QS avait déjà remportées en 2014, il faudrait ajouter Laurier-Dorion, Rosemont, Maurice-Richard (actuellement Crémazie), Hochelaga-Maisonneuve et Bourget. La seule que le PQ conserverait sur l'île serait Pointe-aux-Trembles. Il va sans dire que cela serait une véritable catastrophe.

Comment réagiront les militants péquistes après avoir été éconduits aussi cavalièrement? Pour favoriser le rapprochement avec QS, la direction du PQ avait donné une orientation résolument progressiste à la «proposition principale» qui sera soumise au congrès de septembre. Maintenant que le projet d'alliance est mort, le PQ va-t-il se recentrer dans l'espoir d'attirer les électeurs caquistes?

Quoi qu'en pensent les militants solidaires, le PQ avait mis une sourdine à son discours identitaire au cours des derniers mois. De nombreux péquistes pestaient en voyant François Legault le reprendre à son compte. Ils pourraient se dire qu'il est urgent de rattraper le temps perdu.

mdavid@ledevoir.com

TransCanada refuse de dire si le pipeline
Énergie Est nuirait à des espèces menacées

ALEXANDRE SHIELDS

Même si le gouvernement Couillard a autorisé TransCanada à réaliser des travaux préliminaires en vue de la construction du pipeline Énergie Est, il n'est pas possible de savoir s'ils ont pu empiéter sur l'habitat d'espèces menacées ou vulnérables. Québec n'a pas été en mesure de fournir de telles informations, et la pétrolière albertaine a refusé de transmettre l'essentiel des données sur la présence de ces espèces, malgré une demande présentée par *Le Devoir* en vertu de la Loi sur l'accès à l'information.

Au cours des deux dernières années, et avant l'évaluation environnementale de son projet, TransCanada a obtenu le droit de réaliser des travaux au Québec afin de préciser comment le pipeline Énergie Est traverserait certains cours d'eau. Des relevés sismiques ou des forages ont donc été autorisés dans le fleuve Saint-Laurent, dans la rivière Batiscan et sur les rives de la rivière du Nord.

Dans tous les cas, les travaux de la pétrolière ont été menés directement dans des milieux humides ou des cours d'eau, des écosystèmes qui peuvent abriter une importante biodiversité, dont des espèces menacées ou vulnérables. *Le Devoir* a donc demandé au ministère du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (MDDELCC), en vertu de la Loi sur l'accès à l'information, les documents qui faisaient état de la présence de telles espèces dans ces milieux naturels.

La demande adressée au ministère était d'ailleurs accompagnée d'une carte présentant la localisation des forages de part et d'autre de la rivière du Nord, en milieu humide. Cette carte, alors disponible sur le site du MDDELCC, indiquait que

dans l'emprise du futur pipeline, on retrouvait deux espèces floristiques «vulnérables» et une espèce faunique «susceptible d'être désignée menacée ou vulnérable», selon la législation québécoise. Après l'envoi de la demande, la carte a été retirée du site du MDDELCC, pour être remplacée par une carte qui ne permet plus d'identifier ces espèces.

Informations incomplètes

Quant à la demande elle-même, elle a été soumise par le ministère à TransCanada, comme le prévoit l'actuelle Loi sur l'accès à l'information. L'entreprise a «consenti partiellement» à la transmission des documents demandés. Elle a toutefois invoqué des dispositions de la législation qui lui permettent de ne pas dévoiler un secret industriel, ou alors des informations scientifiques ou techniques.

Il a finalement été possible d'obtenir un total de six documents ou extraits de documents. Quatre d'entre eux concernent la traversée du pipeline sous le fleuve Saint-Laurent, entre Saint-Augustin-de-Desmaures et Lévis. C'est à cet endroit qu'Énergie Est passera au cœur d'une réserve naturelle reconnue par les gouvernements fédéral et provincial.

TransCanada a ainsi fourni deux documents totalisant 19 pages qui présentent uniquement des inventaires floristiques. Un de ceux-ci indique la présence d'une espèce «menacée» et d'une espèce «en voie de disparition» dans l'emprise du futur pipeline. Des extraits d'un «document complémentaire» de la demande pour les relevés sismiques dans le fleuve Saint-Laurent indiquent en outre que les battures de

Saint-Augustin-de-Desmaures sont utilisées par 200 espèces d'oiseaux. Des extraits d'un «mémo technique» produit en réponse à des questions du MDDELCC font état de travaux dans un «marécage» du secteur.

Enfin, deux extraits de documents abordent certains détails des relevés sismiques dans la rivière Batiscan, mais aussi dans quatre milieux humides du secteur.

Pour l'essentiel, il n'est pas possible de savoir si les travaux menés par TransCanada ont pu empiéter sur l'habitat d'espèces menacées ou vulnérables, notamment des espèces fauniques. Rappelons que c'est la présence d'une espèce menacée, le béluga du Saint-Laurent, qui a soulevé un tollé environnemental sur les travaux préliminaires réalisés par l'entreprise à Cacouna. Cette controverse a finalement eu raison du projet de port pétrolier d'exportation dans le secteur.

Par ailleurs, le gouvernement du Québec a l'obligation d'intégrer des mesures de protection de l'habitat des espèces menacées ou vulnérables, et donc de proscrire les activités susceptibles de nuire à ces habitats. Dans certains cas, le gouvernement fédéral peut aussi imposer des mesures de protection pour les espèces inscrites sur la liste des espèces en péril du Canada.

Transparence

Pour le directeur général de la Société pour la nature et les parcs du Québec (SNAP), Alain Branchaud, il ne fait aucun doute que des espèces menacées ou vulnérables se trouvent dans les milieux où ont été réalisés les travaux préliminaires. «La présence de plusieurs espèces me-

menacées, vulnérables ou susceptibles d'être désignées ainsi est documentée pour ces secteurs», souligne-t-il.

Ce serait d'ailleurs le cas pour plusieurs portions de l'emprise permanente prévue du pipeline, qui traverserait plusieurs cours d'eau, des milieux humides et des zones boisées au Québec. Le pipeline doit parcourir le territoire de la province sur une distance de 625 kilomètres.

Selon M. Branchaud, TransCanada aurait dû faire preuve de davantage de transparence. «Il est dommage de refuser de divulguer certaines informations sensibles sur la localisation des espèces menacées», comme le prévoit la nouvelle Loi sur la qualité de l'environnement.

TransCanada invoque justement le caractère confidentiel de certaines informations pour justifier sa décision. «En tant qu'entreprise, nous avons la responsabilité de nous assurer que des informations sensibles pouvant affecter les espèces fauniques et floristiques menacées ne soient pas rendues publiques», souligne son porte-parole, Tim Duboyce. «Nous continuerons de favoriser le partage de l'information conformément aux pratiques habituelles de l'industrie du transport de l'énergie visant l'obtention des permis pour ce type de projet», ajoute-t-il.

Par ailleurs, TransCanada est toujours en attente de son autorisation du MDDELCC pour réaliser des relevés sismiques dans la rivière des Outaouais et des milieux humides adjacents. L'entreprise a présenté une demande en août 2015. Là encore, on ne sait pas si des espèces menacées ou vulnérables se trouvent dans le secteur visé par les travaux préliminaires à la construction du pipeline Énergie Est.

Le Devoir



PEDRO RUIZ LE DEVOIR

Des manifestants du FRAPRU occupent un hôpital désaffecté

Après une manifestation au centre-ville de Montréal, une soixantaine de manifestants du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU) ont occupé lundi en fin de journée un hôpital désaffecté à l'angle du boulevard René-Lévesque et de la rue Saint-André. Ils réclament des investissements des gouvernements provincial et fédéral afin de créer des logements sociaux. «On pourrait transformer des bâtiments désoccupés comme celui-ci par exemple», a expliqué au *Devoir* l'une de ses porte-parole, Marie-Josée Corriveau. Le Service de police de la Ville de Montréal a rapidement tenté de disperser les occupants, utilisant du gaz lacrymogène et du poivre de cayenne malgré la présence d'au moins cinq enfants et de personnes en fauteuil roulant.

Pas de tunnel derrière la chute Montmorency

MARCO BÉLAIR-CIRINO
DAVE NOËL
à l'Assemblée nationale

Le projet de construction d'un passage derrière la chute Montmorency «inspiré de l'aménagement du parc des chutes du Niagara» tombe à l'eau.

La Société des établissements de plein air du Québec (Sépaq) a abandonné l'idée d'aménager un tunnel de 105 mètres à même la roche située derrière la plus haute chute du Québec, et ce, après avoir pris connaissance des études de faisabilité géologiques et géotechniques, a appris *Le Devoir*. «La structure rocheuse derrière la chute est inclinée de façon significative. Ainsi, l'eau tombe directement sur la paroi rocheuse et ne laisse aucun espace de dégagement pour créer un site d'observation. Cela étant, il est impossible d'offrir un point de vue intéressant et sécuritaire», a expliqué la porte-parole de la Sépaq, Lucie Boulianne. Pour leur part, les chutes du Niagara ont «pu accueillir un tel passage

en raison de la verticalité de la paroi derrière la chute [du Fer-à-cheval ou chute canadienne], ce qui crée un espace de dégagement entre les visiteurs et le mur d'eau qui déferle devant leurs yeux», a-t-elle ajouté.

Le ministre délégué à l'implantation de la stratégie maritime, Jean D'Amour, qui avait fièrement annoncé le projet de 8 millions de dollars à l'été 2015, n'a pas cru bon de préciser qu'il ne se concrétiserait finalement pas.

Pourtant, la Sépaq a mis de côté le projet il y a quelques mois déjà, soit à l'automne 2016. Elle misait sur ce passage, qui devait être inauguré à l'été 2018, afin d'attirer quelque 100 000 visiteurs supplémentaires.

Le Parc de la Chute-Montmorency constitue le second attrait touristique de la région de la Capitale-Nationale derrière l'arrondissement historique du Vieux-Québec, mais devant l'Aquarium du Québec. Pas moins de 708 807 personnes ont accédé au site afin d'observer la plus haute chute du Québec (84 mètres de hauteur, soit 27

Les chutes d'eau au Canada, par hauteur

1. 440m Chutes Della (Colombie-Britannique)
2. 253m Chutes Hunlen (Colombie-Britannique)
3. 183m Chutes Panther (Alberta)
4. 137m Chutes Helmcken (Colombie-Britannique)
5. 122m Chutes Bridal Veil (Colombie-Britannique)
6. 90m Chutes Virginia (Territoires du Nord-Ouest)
7. 84m Chute Montmorency (Québec)
8. 80m Chutes Twin (Colombie-Britannique)
9. 79m Chutes Ouïatchouan (Québec)
10. 75m Chutes Churchill (Terre-Neuve)
11. 61m Chutes Brandywine (Colombie-Britannique)
12. 57m Chutes du Niagara (Ontario)

mètres de plus que les chutes du Niagara), en 2015-2016, et ce, comparativement à 633 393 en 2014-2015. Champlain a baptisé la masse d'eau tombant Sault-de-Montmorency en l'honneur d'Henri II, duc de Montmorency, le vice-roi de la Nouvelle-France entre 1620 et 1625. En 1759, lors du siège de Québec, la chute et la rivière formaient la ligne de démarcation entre les armées de

Montcalm et de Wolfe.

La Sépaq cherche toujours une solution de remplacement au projet de passerelle et de tunnel de 2015. «[Elle] travaille sur un projet qui permettra aux citoyens de s'approcher du pied de la chute pour en contempler toute la puissance et la splendeur», conclut M^{me} Boulianne.

Le Devoir

ACTUALITÉS

HISTOIRE

L'héritage en demi-teinte de Lionel Groulx, 50 ans plus tard

Il y a cinquante ans exactement aujourd'hui, le mardi 23 mai 1967, l'annonce de la mort du chanoine Lionel Groulx suscitait une véritable consternation dans ce Québec qu'il appelait « son petit peuple ».

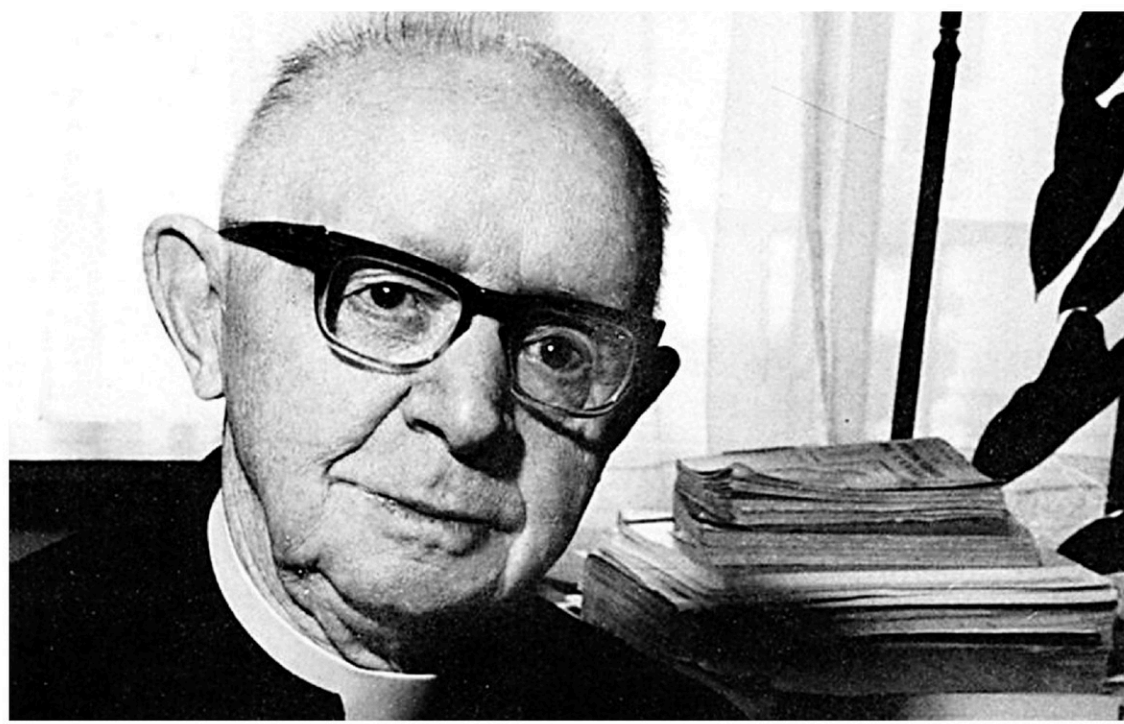
JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Les drapeaux sont tout de suite mis en berne. Le premier ministre, Daniel Johnson, comme le chef de l'opposition, Jean Lesage, soulignent avec emphase la mort de l'historien en soutane, auteur d'un Himalaya de livres, études, essais, romans, contes. Parmi une longue bibliographie, on note certainement *Lendemain de conquête* (1920), *Notre maître le passé* (1924), *L'enseignement français au Canada* (1931-1933), *Directives* (1937). Toute la classe politique incite la population à lui rendre un dernier hommage. Le premier ministre Johnson propose même que la Chambre ajourne ses travaux en signe de deuil. L'Université de Montréal, où l'on trouve aujourd'hui un pavillon à son nom, accueille la dépouille de l'historien dans son hall d'honneur. Un Claude Ryan affirme alors que Lionel Groulx n'est rien de moins que « le père du Québec moderne ».

Référence pour toute une génération de nationalistes canadiens-français, le chanoine Groulx est né le 13 janvier 1878 à Vaudreuil, dans un univers paysan, qu'il évoquera notamment dans des romans et des contes du terroir. Élève brillant, il entre au grand séminaire de Montréal et devient prêtre en 1903. Il enseigne au collège de Valleyfield, où il a notamment pour élève le bouillant Jules Fournier. Groulx commence en parallèle des recherches aux archives. À compter de 1915, c'est lui qui inaugure la première chaire d'enseignement d'histoire du Canada. Il restera attaché à l'Université de Montréal jusqu'en 1949. Il va par ailleurs être invité à enseigner un peu partout. Malgré nombre d'engagements publics, il publie à un rythme presque surhumain. Il sera un des principaux animateurs de la revue *L'Action française* qui deviendra, après une interruption, *L'Action nationale*. Très populaire, Groulx sera gratifié de plusieurs doctorats honorifiques et invité à prendre la parole partout. Son action embrasse près d'un siècle de vie intellectuelle au Canada, comme en témoignent les quatre gros tomes de ses *Mémoires*, publiés à titre posthume entre 1970 et 1974.

Une mystique

Phare des consciences d'une jeune génération politique de l'entre-deux-guerres, il pro-



Les livres d'histoire de Groulx, souvent pétris de considérations religieuses et doctrinales, apparaissent désormais à bonne distance de la discipline telle qu'elle est devenue.

pose « une mystique », annonce l'arrivée de « la génération des vivants » sans jamais oublier la terre des ancêtres qu'il remue sans cesse, faisant en cela assez penser à un Maurice Barrès. Il jongle avec l'idée de la création de « la Laurentie », allant jusqu'à annoncer sous tonnerre d'applaudissements que « notre État français, nous l'aurons ». Sa figure se profile derrière des mouvements nationalistes intempestifs, dont les Jeune Canada, où l'on trouve le futur éditeur André Laurendeau et Pierre Dansereau, le père de l'écologie au Québec. D'autres mouvements se réclament de lui, comme des militants réunis autour de *La Nation* de Paul Bouchard.

Historien-défricheur, Groulx fonde l'enseignement de l'histoire dans les institutions d'enseignement supérieur au Québec, même si ses livres, souvent pétris de considérations religieuses et doctrinales, apparaissent désormais à bonne distance de la discipline telle qu'elle est devenue. En 1946, Groulx fonde l'Institut d'histoire de l'Amérique française et devient, l'année suivante, le directeur de la *Revue d'histoire de l'Amérique française*, laquelle

demeure à ce jour une des revues les plus importantes pour les historiens professionnels.

Militant

Dans *Le Devoir*, au lendemain de la mort du chanoine, le journaliste Jean-Marc Léger, qui deviendra des années plus tard le directeur de la Fondation Lionel-Groulx, affirme qu'« il a su [...] éviter cet écueil qui aurait consisté à mettre l'histoire au service d'une cause si noble fut-elle et d'en faire un instrument de propagande ». Si Groulx distinguait, comme l'affirme Léger, son œuvre d'enseignement d'une part et son œuvre de militant d'autre part, des vases communicants existent bel et bien entre les deux, comme on peut facilement le constater. Groulx n'est d'ailleurs pas sans contradiction à cet égard. Il se montre à la fois libéral et réactionnaire, conservateur et moderne, mythomane et historien, l'un ou l'autre de ces visages tendant au bout du compte à défigurer l'autre jusqu'à rendre son portrait difficile à tracer facilement. Chose certaine, des controverses se sont nouées autour de son œuvre.

Dans son œuvre, il présente une histoire de la Nouvelle-France idyllique, avec des figures plus

grandes que nature, faisant par exemple de Dolard des Ormeaux un héros providentiel, même faute de documents qui pourraient le prouver. Dans *La naissance d'une race* (1919), il affirme que les relations sexuelles entre Blancs et autochtones n'ont engendré que des enfants stériles qui n'ont pu se reproduire par la suite. Ses textes le montrent favorable à des régimes autoritaires, ceux par exemple de Salazar, Dollfuss, Franco et Mussolini. Ici et là, on trouve en outre dans son œuvre un vieux fond antisémite qui s'exprime par exemple sous la plume des nombreux pseudonymes qu'il utilise. Le juif, écrira-t-il en 1954, se trouve « au fond de toutes les affaires louches, de toutes les entreprises de pornographie : livres, cinémas, théâtres, etc. » En 1964, le chanoine dénonce aussi très volontiers des écrivains comme Simone de Beauvoir, Jean-Paul Sartre, Albert Camus et André Gide, « le plus dangereux de tous ».

L'eugénisme comme solution aux maladies du monde affleure encore comme perspective dans son œuvre, même à la fin de sa vie. Au début de la Révolution tranquille, pour lutter contre le cancer, un mal à son sens autant physique que moral, il suggère la « réfection totale de l'espèce » par la reproduction de « la femme la plus saine, la plus pure, de l'homme le plus intègre physiquement, le plus sain de cette élite qui aurait su se dérober à toutes les contaminations, à toutes les impuretés, à toutes les extravagances débilantes où se complaisent aujourd'hui les contemporains ».

Qu'est-ce qui fascina tant chez cet homme au verbe énergique? L'éditorialiste André Laurendeau s'était éloigné de lui après avoir été un de ses plus proches disciples dans les années 1930. Il conservait néanmoins pour son maître de jeunesse une très vive affection. Dans *Le Devoir*, Laurendeau écrit au lendemain de la mort de Groulx qu'il crut comprendre pour la première fois grâce à lui quelque chose de l'histoire des siens, jusqu'à demeurer éparse. Il n'était certes pas le seul à avoir été enchanté par le verbe de ce prêtre à l'allure fragile. Et Laurendeau de conclure ainsi son hommage: « Nous l'avons beaucoup aimé ».

Que reste-t-il de l'œuvre de Groulx? Son nom soulève désormais bien souvent la suspicion, si bien qu'il n'est plus même lu. L'immense majorité de ses livres n'ont d'ailleurs jamais été réédités. Lionel Groulx n'en demeure pas moins un écrivain de haut niveau et un intellectuel à la puissance de travail peu commune dans la société de son temps. Dans un texte de 1978 consacré à la mémoire de Groulx, le sociologue Fernand Dumont suggérait que la marque qu'il opéra sur le passé puisse désormais au moins nous servir à « la tâche de nous interpréter ».

Le Devoir

AVIS LÉGAUX ET APPELS D'OFFRES

Appel d'offres

Montréal

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service de l'approvisionnement

Appel d'offres : 17-16047

Services professionnels d'un organisateur de congrès (Professionnels Congrès Organiser - PCO) pour la tenue du Congrès mondial ICLEI 2018

L'ouverture des soumissions prévue pour le 24 mai 2017 est reportée au 29 mai 2017 à 10 h 30 dans les locaux du Service du greffe de l'hôtel de ville.

Montréal, le 23 mai 2017

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Services techniques
Direction de l'exploitation de EPLV

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant 10 h 30, à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : JA-00046-2

Descriptif : Fourniture et installation de tables horticoles aux serres Louis-Dupire au Jb

Date d'ouverture : 12 juin 2017

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question s'adresser à : hakima.amari@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 mai 2017

Visite supervisée des lieux : ☐ N/A ou ☑ Oui, obligatoire.

Si la visite supervisée des lieux est obligatoire, la date limite pour prendre rendez-vous est le 5 juin 2017 à 12h00, à l'adresse courriel suivante : hakima.amari@ville.montreal.qc.ca.

Les visites auront lieu du 24 mai au 9 juin 2017 inclusivement, selon l'ordre de prise de RDV.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 23 mai 2017

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Service des infrastructures, de la voirie et des transports
Direction des infrastructures

Des soumissions, sont demandées et devront être reçues, avant, 10h30 h à la date ci-dessous, au Service du greffe de la Ville de Montréal à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6 pour :

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 335401

Descriptif : Réfection du pont d'étagement et des murs de soutènement Armand-Bombardier et ses approches – Contrat 2017

Date d'ouverture : 12 juin 2017

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 mai 2017

Visite supervisée des lieux : N/A.

Appel d'offres : 403910

Descriptif : Démantèlement partiel de la marquise de la Plaza Saint-Hubert

Date d'ouverture : 12 juin 2017

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission

Renseignements : Pour toute question, s'adresser à : appelsdoffres.infos.dtp@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du 23 mai 2017

Visite supervisée des lieux : N/A.

Les personnes et les entreprises intéressées par ces contrats peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement dans les locaux du Service du greffe à l'Hôtel de Ville, immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 23 mai 2017

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

FONDATION JEUNES ET SOCIÉTÉ

LES ENFANTS DU MONDE ONT BESOIN DE VOTRE AIDE

- ▲ comme coopérant
- ▲ comme bénévole
- ▲ comme donateur

(514) 387-2541, poste 240

Nous vous aiderons à les aider

www.monde.ca

Appel d'offres

Le Sud-Ouest
Montréal

Arrondissement du Sud-Ouest
Direction des services administratifs

Des soumissions sont demandées et devront être reçues avant 11 h, à la date ci-dessous mentionnée, à l'adresse suivante :

M^{re} Pascale Synnott,
Secrétaire d'arrondissement
Bureau Accès Montréal
815, rue Bel-Air, 1^{er} étage
Montréal (Québec) H4C 2K4

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 211772

Descriptif : Centre George-Vanier (0353) – Aménagement d'un ascenseur

Ouverture des soumissions : 13 juin 2017

Les soumissions reçues seront ouvertes publiquement à l'endroit susmentionné immédiatement après l'expiration du délai fixé pour leur réception.

Dépôt de garantie : 10 % de la valeur de la soumission, selon les modalités prévues au Cahier des clauses administratives générales (exécution de travaux)

Renseignements : Pour toute question s'adresser à Abderrahman Essayh : aessayh@ville.montreal.qc.ca

Documents : Les documents relatifs à cet appel d'offres seront disponibles à compter du mardi le 23 mai 2017 sur le SÉAO.

Visite supervisée des lieux : ☑ Oui, obligatoire :

La visite supervisée des lieux est obligatoire, la date limite pour prendre rendez-vous est le 1 juin à 12 h, à l'adresse courriel suivante : aessayh@ville.montreal.qc.ca

Les visites auront lieu du 24 mai 2017 au 5 juin 2017 inclusivement.

Les personnes et les entreprises intéressées par ce contrat peuvent se procurer les documents de soumission en s'adressant au Service électronique d'appels d'offres (SÉAO) en communiquant avec un des représentants par téléphone au 1 866 669-7326 ou au 514 856-6600, ou en consultant le site Web www.seao.ca. Les documents peuvent être obtenus au coût établi par le SÉAO.

Chaque soumission doit être placée dans une enveloppe cachetée et portant l'identification fournie en annexe du document d'appel d'offres.

La Ville de Montréal ne s'engage à accepter ni la plus basse ni aucune des soumissions reçues et n'assume aucune obligation de quelques natures que ce soit envers le ou les soumissionnaires.

Montréal, le 23 mai 2017

Pascale Synnott, avocate
Secrétaire d'arrondissement

Les petits frères des Pauvres

La famille des personnes âgées seules

Pour donner

1.866.627.8653

Appel d'offres

Montréal

Service De La Gestion Et De La Planification Immobilière

Direction De La Gestion De Projets Immobilières

Catégorie : Travaux

Appel d'offres : 5907

Descriptif : Mise aux normes de l'aréna René-Masson

L'ouverture des soumissions prévue pour le, 5 juin 2017, est reportée au, 14 juin 2017, à 10h30, au service du greffe de la Ville de Montréal, à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6.

Montréal, le 23 mai 2017.

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Direction générale adjointe – Services institutionnels
Service de l'approvisionnement

Appel d'offres : 17-15767

A79 - Fourniture et installation d'une génératrice pour l'arrondissement d'Anjou

L'ouverture des soumissions prévue pour le 24 mai 2017 est reportée au 19 juin 2017 à 10 h 30 dans les locaux du Service du greffe de l'hôtel de ville.

Montréal, le 23 mai 2017

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

Appel d'offres

Montréal

Services institutionnels
Service de la gestion et de la transaction immobilière

Catégorie : travaux

Appel d'offres : 5849

Descriptif : contrat de conception, construction, exploitation et entretien d'un centre de tri des matières recyclables

L'ouverture des soumissions prévue pour le, 5 juin 2017, est reportée au, 12 juin 2017, à 10h30, au service du greffe de la Ville de Montréal, à l'attention du greffier, 275, rue Notre-Dame Est, bureau R-134, Montréal (Québec) H2Y 1C6.

Montréal, le 23 mai 2017.

Le greffier de la Ville
M^{re} Yves Saindon

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée. En cas d'erreur de l'éditeur, sa responsabilité se limite au coût de la parution.

AVIS DE CLÔTURE D'INVENTAIRE

Avis est par les présentes donné que suite au décès de **GUY BOURGAULT**, en son vivant domicilié au 2100, boulevard Lévesques Est, appartement 12F, Laval, Québec, H7G 4W9 survenu le 27 mai 2016, un inventaire des biens du défunt a été déposé et peut être consulté par les intéressés à l'étude de Me Suzanne HOTTE, notaire, sise au 7077, rue Beauharnois Est, bureau 201, à Montréal, (QC), H1M 2Y2. Donné ce 18 mai 2017, par Me Suzanne HOTTE, notaire

PRENEZ AVIS que Me Marie-Pier, notaire à Montréal, est en possession du greffe de José Léger, autrefois notaire à Montréal, à titre de cessionnaire avec la permission du Comité exécutif, tel qu'il appert d'une résolution datée du 16 mars 2017. Me Marie-Pier Lévesque, notaire, 1030 Charrier #310, Montréal, Qc. H2L 1H9. Téléphone 514-276-1807. Heures de bureau 9H00 à 17H00.

HEURES DE TOMBÉE

Avis légaux et appels d'offres

Les réservations doivent être faites avant 15 h pour publication deux (2) jours plus tard.

Publications du **lundi** : Réservations avant **11 h le vendredi**

Publications du **mardi** : Réservations avant **15 h le vendredi**

POUR NOUS JOINDRE
avisdev@ledevoir.com
Tél. : 514-985-3344
Fax : 514-985-3340
www.ledevoir.com/services-et-annonces/avis-publics
www.ledevoir.com/services-et-annonces/appels-d-offres

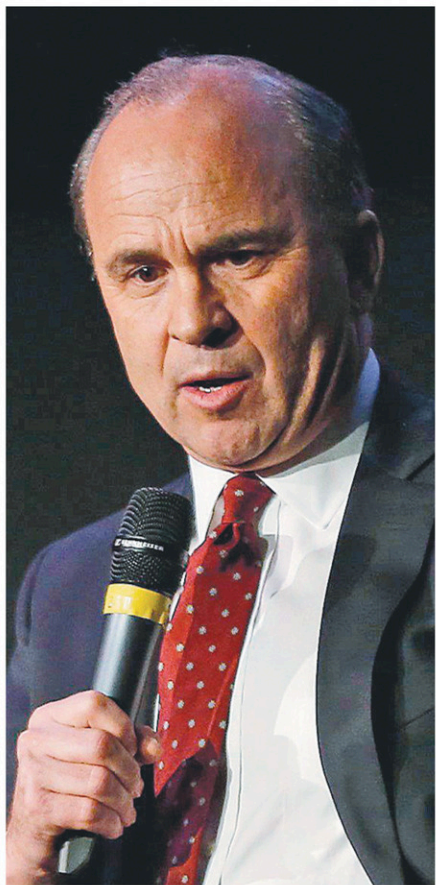
Allô prof : aide aux devoirs GRATUITE partout au Québec

Qc (418) 843-5355
Mtl (514) 527-3726
Est 1-888-776-4455
www.alloprof.qc.ca

ACTUALITÉS

Portraits des candidats conservateurs

Les membres du Parti conservateur du Canada sauront samedi prochain lequel des 13 candidats à la succession de Stephen Harper sera sacré leur prochain chef. *Le Devoir* les a interrogés, tour à tour au fil des dernières semaines, sur cinq sujets: le retour à l'équilibre budgétaire, l'immigration et le port du niqab, la lutte contre les changements climatiques, le rôle du fédéral en culture et le droit à l'avortement. Tous se sont prêtés au jeu, sauf Pierre Lemieux et Erin O'Toole, dont les équipes n'ont pas répondu aux demandes du *Devoir*. Après les six premiers portraits publiés samedi, voici les réponses des cinq autres candidats, compilées par Marie Vastel.



De gauche à droite: Chris Alexander, Steven Blaney, Deepak Obhrai, Andrew Saxton et Rick Peterson

PHOTOS LA PRESSE CANADIENNE

Chris Alexander

Budget équilibré? En deux ans, « sans guerre, sans crise naturelle ou grande crise financière ». Il passerait en revue « des programmes exagérés financés par les libéraux » — en s'en prenant notamment aux fonds pour réduire les GES à l'extérieur du Canada — et gèlerait les budgets administratifs de la fonction publique.

Immigration? L'un des rares à promettre d'augmenter les seuils d'immigration (de 300 000 à 400 000 par année) « pour faire croître notre pays et compenser notre déficit démographique. Mais à condition que l'économie soit forte ». Cet ancien ministre de l'Immigration augmenterait la part d'immigrants économiques de 60% à 70% (à 280 000), en doublant l'accueil d'immigrants présentant une expérience canadienne. Il prioriserait le parrainage privé de réfugiés.

Interdire le niqab? Au serment de citoyenneté, mais il laisserait une discrétion au juge sur place.

En environnement? « Absolument », le Canada doit réduire ses émissions de GES. « En abolissant toute taxe sur le carbone pour la remplacer par des crédits d'impôt pour les entreprises — surtout pour les plus grands émetteurs de GES — lorsqu'ils mettent en place des technologies et des méthodes qui réduisent de façon mesurable leurs émissions. »

Investir en culture? « On a un rôle énorme à jouer. » Il souhaite augmenter les budgets pour la culture, notamment un « financement plus généreux pour assurer le succès de nos plus grandes industries culturelles » comme celles du cinéma et de la télévision. Il créerait en outre une agence culturelle internationale pour faire la promotion de la culture à l'étranger.

Débat sur l'avortement? « Je suis pro-choix. Et il n'y aura aucun pas en arrière là-dessus. » Les députés auraient le droit de présenter un projet de loi sur le sujet, qui ferait l'objet d'un vote libre.

Steven Blaney

Budget équilibré? En deux ans. « Le plan est très simple, c'est de dire non. Et de mettre fin à l'orgie de dépenses libérales. » Il promet une rigueur budgétaire, sans la chiffrer. « Le plafond, c'est de ramener les dépenses à un seuil inférieur aux revenus du gouvernement. »

Immigration? Il réduirait temporairement les seuils d'entrées — entre 200 000 à 250 000, contre 300 000 en 2017 — le temps de consulter provinces, villes et organismes en matière d'intégration. Après quoi, « les seuils pourraient être inférieurs ou supérieurs ». Il veut « renforcer le test de citoyenneté pour inclure des éléments où on s'assure que les nouveaux arrivants embrassent pleinement les principes canadiens ».

Interdire le niqab? Aux cérémonies de citoyenneté, pour voter et dans toute la fonction publique, quitte à avoir recours à la disposition de dérogation. Ailleurs, « les gens sont libres ».

« Pas de publicité à Radio-Canada »

En environnement? « Le Canada est signataire du protocole de Paris, on a une obligation. » Il abolirait la taxe sur le carbone; poursuivrait le développement d'énergie hydro-électrique; permettrait le déploiement des pipelines « sans interférence politique » — et donc sous l'unique évaluation de l'Office national de l'énergie; miserait sur le nucléaire, « qui est une énergie propre », notamment en remplaçant des centrales existantes et en recyclant les déchets nucléaires.

Investir en culture? « Pas de publicité à Radio-Canada. Un financement adéquat [qu'il ne chiffre pas] pour sa mission, qui serait recentrée sur la diffusion de culture canadienne. »

Débat sur l'avortement? « Je suis pro-choix. » Il ne rouvrirait pas le débat, mais permettrait à ses députés de le faire. Les votes sur la question seraient libres. « Il est important qu'on respecte la liberté de conscience des parlementaires sur les enjeux moraux. »

Deepak Obhrai

Budget équilibré? En deux ans. Il retrancherait 5% aux dépenses gouvernementales, dans tous les ministères, pour poursuivre ensuite les compressions dans les « services non essentiels ». Il a dans sa mire les fonds investis à l'international aux seules fins, selon lui, de dénicher un siège au Conseil de sécurité de l'ONU.

Immigration? Il ajouterait une nouvelle catégorie de 10 000 travailleurs peu qualifiés par année, choisis par un « système de loterie ». Les cibles d'accueil annuelles atteindraient 280 000 personnes. Il éliminerait les fonds fédéraux pour la réinstallation des immigrants (1 milliard par année), y compris ceux pour les cours de langue. « Quand on accepte des immigrants ici, ils parlent déjà la langue. » Les fonds pour le Québec — 370 millions — sont cependant protégés par l'entente fédérale-provinciale.

Interdire le niqab? Il souhaiterait que les employeurs, et non le gouvernement, l'interdisent pour les services au public.

Aux tribunaux de démêler la question, dit-il, si une telle interdiction est contestée. « Ce n'est pas la façon de faire canadienne, quand on ne voit pas un visage. »

En environnement? Il s'oppose à une taxe sur le carbone. Il propose de réutiliser les combustibles nucléaires pour fournir de l'électricité sans émission de carbone.

Investir en culture? « Elle est primordiale au développement d'une nation, d'une communauté. Mais on ne doit pas simplement jeter de l'argent. » Il encouragerait le secteur privé à soutenir le domaine culturel, en exemptant les dons d'impôt. Il laisserait le sort de CBC entre les mains de la population, qui se prononcerait par référendum quant au budget et au mandat de la société d'État.

Débat sur l'avortement? « J'ai mon point de vue et je le garde pour moi. » Il permettrait à ses députés de légiférer en la matière et autoriserait un vote libre.

Andrew Saxton

Budget équilibré? En deux ans. « J'ai fait les calculs. » Il gèlerait les budgets des ministères pendant deux ans pour faire 5% d'économies; il supprimerait des « programmes inefficaces », comme ceux de lutte contre les changements climatiques dans les pays en développement; il réduirait le budget de CBC de 400 millions — en épargnant la radio, l'offre en français et dans le Nord; il éliminerait les pièces de 5 cents et remplacerait les billets de 5\$ par des pièces pour économiser 100 millions.

Immigration? Il ramènerait les cibles d'accueil à celles de l'ancien gouvernement conservateur, 250 000 à 270 000 — contre 300 000 en 2017. Il mettrait l'accent sur l'immigration économique — sans chiffrer ses changements. « Des immigrants qui amènent avec eux les compétences dont on a besoin au Canada, pour qu'ils deviennent autosuffisants aussi rapidement que possible. »

Interdire le niqab? « Il y a certains endroits où tout le monde devrait montrer son visage. » Aux cérémonies de citoyenneté, pour monter à bord d'un avion, demander un passe-

port, dans des édifices fédéraux suggère-t-il, sans préciser lesquels ni dans quelles circonstances.

En environnement? « Je suis d'accord sur le fait qu'il faut tranquillement se donner les moyens de ne plus avoir besoin des combustibles fossiles » — entièrement d'ici la fin du siècle, en partie d'ici 2050. Il miserait sur la capture et le stockage de carbone. Et tenterait d'établir une stratégie nord-américaine avec Donald Trump.

Investir en culture? « Le gouvernement fédéral joue un rôle important d'investisseur. » Il ne réduirait pas les budgets actuels, qu'il pourrait même augmenter. Il encouragerait le secteur privé à apporter sa contribution, avec des déductions d'impôt pour les dons.

Avortement? Sa position personnelle « n'est pas importante », dit-il, en se qualifiant de « modéré ». « Ce qui importe, c'est ce que je ferais comme chef et comme gouvernement. » Il ne rouvrirait pas le débat — « qui a déjà été tranché » —, mais permettrait à un député de le faire en laissant le vote libre.

Rick Peterson

Budget équilibré? Dans deux ans. Il éliminerait entièrement les impôts des entreprises, plafonnerait ceux des particuliers à 15% — plutôt que 33% actuellement —, et hausserait la TPS de 5% à 9%. Il réduirait en outre de 10% les dépenses directes d'Ottawa.

Immigration? Au terme d'un premier mandat, il augmenterait les seuils à 500 000 arrivants par année (contre 270 000 en 2016). Seul le nombre d'immigrants économiques bondirait — d'environ 170 000 cette année à 400 000 par année — « mais uniquement s'il y a les emplois et l'infrastructure pour les accueillir ». L'accueil en vertu de la réunification fa-

miliale et celui des réfugiés seraient inchangés, mais ces derniers seraient surtout parrainés par le privé.

Interdire le niqab? Nulle part.

En environnement? « Je suis contre l'accord de Paris. Je suis contre une taxe sur le carbone. » Il laisserait le soin au secteur privé de réduire les émissions de GES — sans crédits d'impôt ou autre incitatif —, car le privé « a toujours été un leader en avancées technologiques ».

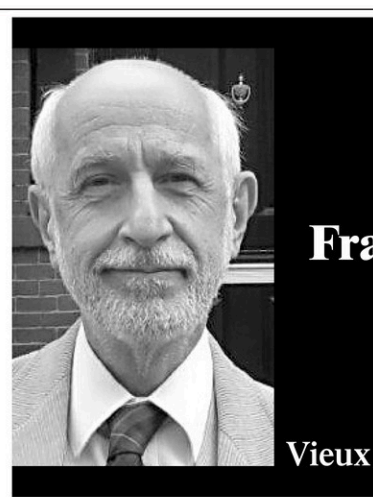
Investir en culture? « Il y a un rôle pour le gouvernement. Je ne suis pas en mesure de vous dire s'il faut qu'il soit plus grand ou moins maintenant. » Il réduirait le budget de

CBC/Radio-Canada de 75%, en éliminant la société d'État dans les grandes villes pour que le réseau n'existe qu'en régions. « Pourquoi y aurait-il un service payé par les contribuables qui ne fait que copier ce qu'on

trouve ailleurs au privé? »

Débat sur l'avortement? « Je suis pro-choix. » Il permettrait à ses députés de rouvrir le débat par l'entremise de projets de loi privés. Le vote serait libre.

« Il y a certains endroits où tout le monde devrait montrer son visage. »



Congédié?

Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514-845-5545

CAMPS D'ÉTÉ

CAMP DE ROBOTIQUE

LE CAMP DE CONSTRUCTION ULTIME
CRÉER ■ CONSTRUIRE ■ PROGRAMMER

7 à 14 ans

Camps d'été 2017

- Du 3 juillet au 7 juillet
- Du 10 juillet au 14 juillet
- Du 17 juillet au 21 juillet
- Du 31 juillet au 4 août
- Du 7 août au 11 août
- Du 14 août au 18 août

INSCRIVEZ-VOUS MAINTENANT sur: robotcamp.net
Collège Dawson - 4001, boul. de Maisonneuve O., Montréal
514-813-6673 | info@roboticscamp.net

Pour annoncer dans ce regroupement, communiquez avec Evelyne De Varennes au 514.985.3454 ou edevarennes@ledevoir.com

ÉDITORIAL

BANQUE DE L'INFRASTRUCTURE

Où est l'urgence ?

Une toute nouvelle société d'État fédérale, la Banque de l'infrastructure (BIC), est en gestation. Le gouvernement fédéral n'a toutefois pas attendu sa naissance officielle pour annoncer qu'elle aurait pignon sur rue à Toronto, au grand dam de Montréal et de Calgary. Mais avant de parler de l'adresse de la BIC, ne devrait-on pas prendre le temps d'examiner son architecture et de vérifier sa pertinence ?

La BIC est une créature entièrement nouvelle, qui pourrait changer la donne en matière d'infrastructures. Son mandat est relativement clair. Résumons : faire des investissements et en attirer de la part d'investisseurs privés et institutionnels pour la réalisation de projets d'infrastructures d'intérêt public et capables de générer des recettes. Ces projets peuvent être situés au Canada ou en partie au Canada, comme les infrastructures à la frontière. Pour y arriver, la BIC devra investir au moins 35 milliards de dollars sur 11 ans sous forme de prêts, de garanties de prêt et de participations au capital d'entreprises.

Depuis le dévoilement de ce projet en avril, les questions fusent de partout et les partis d'opposition talonnent le gouvernement.

Est-ce que des infrastructures publiques finiront entre les mains du secteur privé ? En cas de pertes, les Canadiens épongeront-ils la facture pour protéger les intérêts des investisseurs ? Y aura-t-il une multiplication des péages et des tarifs afin de générer les revenus promis ?

Les ministres qui défendent le projet aux Communes, le ministre des Finances, Bill Morneau, et son collègue aux Infrastructures, Amarjeet Sohi, peinent à être clairs sur le sujet. Leurs fonctionnaires, que ce soit en comité ou lors de séances d'information à huis clos, y arrivent mieux, mais pas toujours.

Selon eux, le rôle de la BIC sera de soutenir de grands projets mis en avant par une municipalité ou une province et auxquels souhaitent s'associer des investisseurs privés ou institutionnels, comme la Caisse de dépôt et placement du Québec (CDPQ). Des projets, précise-t-on, que les gouvernements n'ont pas les moyens de réaliser seuls. Au moyen d'un prêt, d'une garantie de prêt ou d'une participation au capital, la BIC atténuera le risque pour les investisseurs privés, rendant leur participation plus attrayante. Cette dernière, en retour, permettra aux gouvernements de libérer des fonds pour d'autres types d'infrastructures peu attirantes pour le privé, comme... le logement social.

Pour vanter la mesure, on souligne que cela permettrait au Canada de profiter de capitaux provenant des grands investisseurs institutionnels canadiens, comme les grands gestionnaires de fonds de pension, dont la CDPQ, qui financent déjà des projets similaires à l'étranger et quelques-uns au Canada.

Cela ne dissipe pas tous les doutes. Les questions au sujet de la propriété privée des infrastructures donnent lieu à une réponse ambiguë. « La structure de propriété serait négociée par les parties au cas par cas », a-t-on expliqué au *Devoir*. Tous les modèles seront analysés, mais « on ne s'attend pas à ce qu'un tel modèle [privé] soit courant », a-t-on ajouté.

Et les tarifs et les péages, eux ? Il est possible qu'il y en ait, mais la décision reviendra au gouvernement municipal ou provincial qui propose le projet. On se veut rassurant en rappelant qu'on parle ici d'infrastructures majeures pour lesquelles il y a déjà des tarifs, comme la transmission d'électricité et le transport en commun. Oui, mais seront-ils plus élevés pour générer les revenus attendus des investisseurs ?

Cela n'est qu'un échantillon des questions que soulève la BIC. S'y ajoutent celles sur la transparence, la gouvernance, la composition du conseil, le processus de sélection de la direction (déjà enclenché), le choix des projets et ainsi de suite. Malheureusement, le temps manque pour éclaircir ces zones d'ombre, le gouvernement ayant opté pour le rouleau compresseur.

À l'instar du gouvernement Harper, il a inséré le projet de la BIC dans le projet C-44, un projet de loi budgétaire omnibus qui devrait être adopté avant l'été. Résultat : le comité des Finances n'a eu que six jours de séances pour étudier C-44. Il a confié au Comité des transports, de l'infrastructure et des collectivités le soin d'examiner le volet sur la BIC, mais ce dernier n'a pu y consacrer que deux petites heures.

Peu de groupes ont réussi à se faire entendre jusqu'à présent alors que plusieurs expriment des réserves. L'Institut des finances publiques et de la démocratie de l'Université d'Ottawa estime que « on met la charrue avant les bœufs », de dire Azfar Ali Khan, directeur à l'Institut. À son avis, il faudrait d'abord faire un bilan des besoins actuels en matière d'infrastructures, puis une analyse stratégique des besoins futurs pour être capable ensuite d'évaluer correctement la nécessité ou non d'un instrument comme la BIC.

Si les libéraux avaient accepté de scinder le projet de loi C-44, les parlementaires auraient pu mener une étude conséquente de ce projet et le public, se faire une opinion éclairée sur ses dangers et avantages. À vouloir aller trop vite, le gouvernement inspire seulement la méfiance quant à un projet dont on mesure mal l'impact.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BRIAN MYLES
 Rédactrice en chef LUCE JULIEN
 Vice-présidente du développement CHRISTIANNE BENJAMIN
 Vice-président des ventes publicitaires MARK DROUIN
 Directeur des finances STÉPHANE ROGER
 Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
 Directeur de l'information numérique FLORENT DAUDENS
 Adjoint PAUL CAUCHON, LOUIS GAGNÉ, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
 Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
 Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



LETTRES

La convergence fédéraliste de Québec solidaire

Contre toute logique et fondamentalement contre l'accès du Québec à l'indépendance, le parti Québec solidaire a décidé de refuser la convergence avec le Parti québécois.

Il n'est pas nécessaire de chercher très loin pour comprendre pourquoi les Québécois sont cyniques quand ils parlent des politiciens et de leurs partis. Les nouveaux porte-parole de Québec solidaire, soit Gabriel Nadeau-Dubois et Amir Khadir, auront beau essayer de convaincre les Québécois qu'ils veulent l'indépendance du Québec, dans les faits, ils les en éloignent aux prochaines élections.

Québec solidaire sera exactement dans la même position politique qu'Option nationale aux dernières élections. Un indépendantiste pressé qui a voté pour ce parti était un vote au PQ et a donc été accessoire dans l'élection d'un Parti libéral fédéraliste majoritaire au Québec. Les actions concrètes de ces partis sont donc diamétralement opposées à ce qu'ils affirment vouloir faire. Qui pourra condamner les Québécois d'être cyniques devant une telle situation ?

Michel Gourd
L'Ascension-de-Patapédia, le 22 mai 2017

Bon choix, QS

Le PQ est devenu vieux. Oui à la souveraineté, mais pas à n'importe quel prix. La souveraineté n'a tout simplement plus la cote. Les ténors des vingt dernières années n'ont avancé que des solutions du passé. L'actuel chef, un intellectuel reconnu, traîne des airs de suffisance partout où il passe. Je suis un homme de 67 ans qui, jusqu'à l'apparition de Québec solidaire, avait toujours voté pour le PQ. J'ai changé parce que, pour moi et beaucoup d'autres, la souveraineté sans la justice sociale n'a aucun sens.

Il serait faux de croire que QS est responsable de sauver les meubles du PQ. Les

péquistes n'ont qu'eux à blâmer pour la situation actuelle. Cela dit, gageons que, d'ici la prochaine élection, un rapprochement est possible.

Jean Cheney
Sherbrooke, le 21 mai 2017

Nous l'avons échappé belle

Il n'y aura pas d'alliance PQ-QS, même si Gabriel Nadeau-Dubois et Amir Khadir auraient souhaité poursuivre le dialogue.

Le PQ est trop à droite pour les militants de QS. Pas assez ouvert aux immigrants et aux anglophones, le PQ a commis l'abominable charte des valeurs. Ouf!... nous l'avons échappé belle.

Imaginons le PQ au pouvoir grâce à l'appui de QS. Imaginons le chantage qu'exercerait QS pour attirer le PQ encore plus à gauche qu'il ne l'est, car le PQ est à gauche quoi qu'en pensent les militants de QS. Assez pour que je vote libéral.

On voit bien que ces partis n'ont rien en commun. L'indépendance... même pas. Pour QS, l'indépendance n'est pas le premier objectif du parti ; elle n'est qu'un moyen pour faciliter l'instauration du socialisme. Nous n'avons d'ailleurs pas eu besoin de l'indépendance pour nous donner l'État le plus à gauche de toute l'Amérique du Nord et on peut faire encore beaucoup de chemin dans cette direction dans le cadre constitutionnel actuel.

Louis Dion
Saint-Jérôme, le 22 mai 2017

Ne rien changer

Ceux qui veulent tout changer font tout pour que rien ne change. La responsabilité du changement les obligerait à abandonner leur idéal et à tâter un peu de la réalité ; c'est un changement qu'ils n'ont pas le courage d'assumer. Et dire que ce parti s'appelle Québec solidaire...

Benoît LeBlanc
Le 21 mai 2017

La divergence

On doit sabler le champagne à Sagard ce soir, de même que sur Sussex Avenue, le danger d'une entente représentant la diversité politique à la gauche du PLQ et soutenant l'indépendance politique du Québec étant écartée. Car QS a rejeté toute forme d'entente avec l'autre parti, son grand frère souverainiste, encore plus honni par plusieurs militants de QS que le PLQ.

Est-ce une mauvaise décision ? Dans l'imédiat, oui, si l'on veut réformer notre mode de scrutin pour y introduire la proportionnelle, réforme que jamais le PLQ ne réalisera, le système actuel le servant trop bien. Pour la transition écologique, oui, si l'on pense que le Québec doit d'ici à peine 13 ans voir diminuer d'au moins les deux tiers son empreinte en GES comme le préconise le programme même de QS. Il est évident que ni le PLQ ni le PLC n'amorceront jamais une quelconque transition qui ne soit autre chose que de la poudre aux yeux. Les promoteurs d'Énergie-Est ont donc la voie libre pour acheminer leur pétrole sale de l'Alberta...

À long terme, seul le temps dira si la re-composition politique qui s'amorce au Québec avec l'arrivée de Gabriel Nadeau-Dubois et l'affaiblissement du PQ entraînera notre nation dans un long intermède politique ou débouchera sur un nouvel élan.

Cependant, j'ai bien peur que les défis de plus en plus pressants qui attendent ce petit peuple accroché aux rives du Saint-Laurent ne soient pas relevés, celui-ci subissant de plein fouet les crises qui s'annoncent comme autant d'orages. De la louisianisation à l'effondrement de notre civilisation thermo-industrielle dopée au capitalisme le plus débridé, le Québec n'aura pas su se doter à temps des outils politiques lui permettant de contrecarrer un tel déclin.

Pierre-Alain Coitnoir
Le 21 mai 2017

LIBRE OPINION

Convergence souverainiste : je me sens trahi

JEAN-PIERRE CHARBONNEAU

Ancien ministre péquiste

Maintenant que tous les masques sont tombés, que QS a rejeté toute alliance électorale avec le PQ, que le chef de la CAQ et celui du PQ ont fait de même pour une alliance entre eux et aussi pour une alliance à cinq, je me demande comment tous ces partis qui ont pactisé avec le diable (leurs partenaires dans ces discussions) depuis plus d'un an sous l'égide du Mouvement pour une démocratie nouvelle (MDN) et qui ont signé solennellement, la main sur le cœur en décembre à l'Assemblée nationale même, un pacte politique en faveur de la mise en œuvre rapide d'un nouveau mode de scrutin proportionnel

mixte compensatoire régional et cela, dès le lendemain de l'élection générale de 2018, comment donc vont-ils concrétiser ce changement majeur sur le plan de la démocratie ?

De façon naïve et partisane, les trois grands partis d'opposition pensent être capables de déloger seuls les libéraux et de devenir majoritaires à l'Assemblée nationale avec le mode de scrutin actuel. Battaie les libéraux n'est pas un programme politique, pas un projet de société, ont dit les militants de QS ! Mais diaboliser et haïr ses compatriotes des autres partis signataires avec soi du pacte semble être un bon programme politique.

Moi qui pensais que mettre au rancart le vieux mode de scrutin et faire naître une nouvelle culture politique qui induirait plus de collaboration

par l'entremise de coalition gouvernementale était tout un changement de paradigme, tout un projet de société.

Le *statu quo* dans la façon de faire de la politique semble plutôt être vraiment l'option privilégiée. Dommage ! Triste. Déprimant. D'autant plus que les alliances politiques (et surtout la grande) sont le choix premier de nos compatriotes, nous dit le sondage de samedi. Que diront les leaders de QS, du PQ, de la CAQ, d'ON et des verts quand, en octobre 2018, Philippe Couillard et le PLQ resteront à la tête de l'État québécois ?

En cette journée de mémoire en hommage aux patriotes de 1837 et 1838, il est douloureux de voir la division nationale continuer de faire ses ravages chez nous. Et dire que le PQ, la

CAQ et QS se prétendent nationalistes et partisans du Québec, d'abord et avant tout. Il semble plutôt que ce soit « Moi j'ai raison et les autres non », « Mon parti d'abord et avant tout », qui soit le moteur de l'engagement politique.

Et pendant ce temps, en France, un nouveau président tente de changer l'ordre des choses et de faire de la politique autrement en créant un gouvernement de coalition, et la majorité des Français le suivent dans cette direction, hors des sentiers battus.

Pauvre Québec. Tes élites politiques n'ont pas le sens de ce qu'est « Faire l'histoire ». Où sont les Mandela et les De Klerk d'ici ?

Après tant d'efforts et d'énergie pour réunir des compatriotes adversaires et les amener à opter pour un grand changement, je me sens trahi.

IDÉES



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le froid, la pluie, les vents violents et les inondations que nous connaissons ce printemps sont assez éloquents sur l'urgence d'agir pour stopper les dérèglements climatiques en cours, selon Louise Morand, du Comité vigilance hydrocarbures de L'Assomption.

ÉNERGIES FOSSILES

L'hypocrisie environnementale du gouvernement Trudeau

LOUISE MORAND

Comité vigilance hydrocarbures de L'Assomption

Bien que Justin Trudeau se soit fait élire en promettant d'éliminer les subventions aux énergies fossiles, de tenir compte de la science et de la volonté des populations dans l'analyse des projets de développement liés aux hydrocarbures et de lutter contre les changements climatiques, ses actions vont dans un sens diamétralement opposé à ses engagements.

Le gouvernement de Justin Trudeau continue de donner chaque année autour de 3,3 milliards de dollars en cadeaux aux pétrolières et gazières. Malgré l'opposition massive des populations, il a autorisé la construction de trois importants pipelines (Trans Mountain, Enbridge et Keystone XL) et un immense projet d'exportation de gaz naturel, même si ces projets sont incompatibles avec l'engagement du Canada fait lors de la conférence de Paris sur le climat (COP21). Justin Trudeau n'a pas non plus changé la cible déjà insuffisante de réduction des gaz à effet de serre (GES) fixée par Harper et il continue de passer outre au droit des premières nations à un environnement sain. Tout récemment, le premier ministre du Canada vient encore de renier sa promesse de réglementer les émissions de méthane, un gaz au moins 34 fois plus à effet de serre que le CO₂, pour aligner sa politique sur celle de Donald Trump.

Le leader de la lutte contre les changements climatiques Bill McKibben a qualifié Justin

Trudeau d'hypocrite et de « désastre pour la planète ». Le froid, la pluie, les vents violents et les inondations que nous connaissons ce printemps sont assez éloquents sur l'urgence d'agir pour stopper les dérèglements en cours. Le débat scientifique n'est plus à faire. Nous savons qu'il faut désormais laisser le charbon, le gaz et le pétrole dans le sol. Il nous reste à peine une décennie pour nous débarrasser de notre dépendance aux hydrocarbures.

Lors du méga-incendie qui a dévasté la forêt boréale dans la région de Fort McMurray en 2016, le mot El Niño était sur toutes les lèvres, mais à peu près aucune allusion n'a été faite à la crise climatique. Et le silence a été à peu près total sur le fait qu'en raison de la sécheresse, l'Alberta a perdu presque l'entièreté de ses récoltes. Lorsque la route 132 en Gaspésie est emportée par les vagues et que l'autoroute 25, au nord de Montréal, s'effondre à cause des pluies torrentielles, du gel et du dégel, on ne parle pas encore de ce qui se profile à l'horizon de 2025. Rendre compte des prévisions des scientifiques risquerait de priver les consommateurs de l'envie de consommer. Et nous savons tous que, dans notre système économique mondial, cela serait comparable à l'enfer du Moyen-Âge. C'est-à-dire un enfer fabriqué de toutes pièces pour conserver l'ordre établi et l'obéissance des fidèles.

Le silence est tout aussi grand en ce qui concerne les scénarios de sortie de crise qui existent pourtant pour le Canada. En 2015, un groupe de 60 scientifiques canadiens ont produit un rapport intitulé *Agir contre les changements climatiques: solutions d'universitaires canadiens et canadiennes*, qui présente dix orientations stratégiques pour sortir de l'impasse.

Les premières mesures préconisées dans ce rapport, facilement applicables dès maintenant, sont d'arrêter de subventionner les énergies fossiles, de taxer suffisamment le carbone et d'utiliser l'entièreté du produit de cette taxe à l'établissement des infrastructures nécessaires pour nous débarrasser de notre dépendance au pétrole et autres hydrocarbures. Selon ces chercheurs, le Canada pourrait être alimenté à 100% en énergies renouvelables d'ici dix ans.

D'autres initiatives ont été imaginées telles que des quotas nationaux d'énergie distribués à tous les citoyens sous la forme d'une carte à débiter chaque fois qu'on va faire un plein d'essence. Ceux qui consomment davantage pourraient acheter un supplément auprès de ceux qui n'auraient pas épuisé leur réserve, de sorte qu'il deviendrait payant de diminuer sa consommation d'hydrocarbures. Ces initiatives brillantes sont malheureusement négligées par nos gouvernements.

Selon le climatologue de réputation internationale Kevin Anderson, la probabilité que l'humanité parvienne à éviter une hausse incontrôlable de la température globale terrestre est de 5%. La probabilité que l'humanité ne parvienne pas à conserver des conditions propices à la vie sur la Terre pour les générations qui viennent est de 95%.

Devant l'impasse politique, il ne faut plus rester seul. Il faut s'unir afin de bloquer la route aux foreuses et aux pipelines et exiger le respect du droit de nos enfants à un avenir viable. Joignez-vous à un groupe qui milite contre les projets d'hydrocarbures, pour la transition énergétique, pour la protection de nos ressources vitales.

Netflix et les règles du jeu

PIERRE TRUDEL



Les contraintes imposées à la plupart des acteurs du secteur de la production et de la diffusion audiovisuelle ne sont pas appliquées à Netflix. Ces jours-ci, on apprend que le Festival de Cannes impose que les films soient présentés en salle pour être admissibles à la compétition. Mais comme la réglementation française impose qu'un film, une fois sorti en salle, ne puisse être proposé en ligne, la question se pose de savoir si Netflix, qui diffuse exclusivement en ligne, devrait bénéficier de l'autorisation de présenter ses films au festival.

Ces controverses témoignent du défi d'assurer — ici comme ailleurs — des règles équitables pour l'ensemble des acteurs du secteur de la production et de la diffusion.

Deux poids, deux mesures

Au Canada, il est depuis longtemps établi que ceux qui tirent des revenus de la diffusion d'émissions de radio ou de télévision doivent participer financièrement à la production d'œuvres canadiennes. Mais les politiques du CRTC traitent les acteurs traditionnels et des acteurs comme Netflix selon des régimes différents. Netflix et les autres services similaires sont pratiquement dispensés de toute exigence réglementaire, notamment celle de contribuer au financement des productions canadiennes.

L'avènement de services fondés sur des modèles d'affaires « disruptifs » comme Netflix, bouleverse les équilibres de la réglementation de l'audiovisuel. Les nouveaux modèles d'affaires doivent en principe respecter les règles. Mais ces nouvelles façons de faire se réclament d'« offres » de service qui ne relèveraient pas des mêmes logiques.

En maintenant comme on le fait au Canada des politiques qui réservent un traitement privilégié à des acteurs comme Netflix, on accroît le risque que les autres, ceux qui demeurent soumis à des conditions plus onéreuses se mettent à réclamer qu'on assouplisse les règles auxquelles ils sont soumis. Alors, tout l'édifice des politiques destinées à assurer la disponibilité d'œuvres canadiennes s'écroule.

Il importe donc de repenser les règles, en fonction de l'objectif de garantir que les dollars dépensés par les Canadiens pour leur consommation de films et autres produits télévisuels soient en partie réinvestis dans la production canadienne.

À ce jour, au lieu d'accompagner les transformations du paysage audiovisuel engendrées par Internet, le CRTC a persisté à exempter les services de radiodiffusion sur Internet en prétextant que ceux-ci n'avaient pas d'impact sur la réalisation des objectifs de la politique canadienne de radiodiffusion! Ce serait un phénomène si marginal que cela n'aurait rien à voir avec les objectifs inscrits dans la Loi sur la radiodiffusion. La fiction n'est pas seulement sur les écrans!

Plusieurs ont pourtant attiré l'attention sur les effets néfastes du transfert des ressources que nous consacrons à nous informer et à nous divertir vers les services de télévision sur Internet qui profitent d'un traitement préférentiel. On ferme les yeux sur le déplacement des ressources vers des plateformes qui ramassent les dollars tout en échappant aux obligations pourtant imposées à tous les autres. Une telle politique de deux poids deux mesures menace la viabilité des entreprises canadiennes engagées dans la création de contenus.

Politique culturelle décrédibilisée

Lorsqu'on laisse s'installer des services non réglementés en leur réservant un traitement préférentiel, il peut s'avérer difficile de revenir en arrière et imposer les mêmes conditions à tous. La réglementation doit accompagner l'innovation, pas la combler de privilèges et la laisser s'installer pour ensuite essayer, à rebours, de sauver la viabilité de la production canadienne!

Si le CRTC avait effectivement joué le rôle que la loi lui attribue, il aurait suivi les évolutions induites par la généralisation d'Internet. Il se serait donné les moyens d'identifier les types de changements qui doivent être apportés aux cadres réglementaires afin de refléter les mutations majeures que cela engendre pour la télévision. Il aurait fait évoluer la réglementation afin qu'elle accueille les nouvelles façons de rendre disponibles des émissions tout en respectant les exigences fondamentales destinées à assurer la viabilité de la production canadienne.

En dépit des indices concordants révélant un basculement en faveur des services de distribution de télévision sur Internet, le CRTC a justifié le traitement préférentiel qu'il leur accorde en répétant que ceux-ci n'avaient pas d'impacts sur la réalisation des objectifs de la politique de radiodiffusion!

La pratique du deux poids deux mesures en matière d'encadrement de l'offre audiovisuelle mine la crédibilité des politiques culturelles canadiennes. Il faudra bien qu'un jour le gouvernement indique s'il croit toujours aux objectifs d'assurer la viabilité de la production audiovisuelle qui, faut-il le rappeler, sont encore inscrits dans la législation canadienne.

La sculpture à l'ère du numérique

ANDRÉ-LOUIS PARÉ

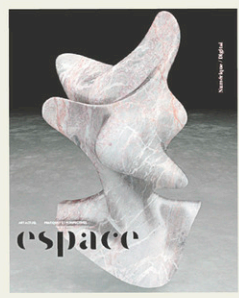
L'auteur est critique et commissaire ainsi que rédacteur en chef du périodique culturel Espace art actuel.

Bien que, pour plusieurs d'entre nous, le mot « numérique » ne soit pas conceptuellement clair, tant la définition de ce mot — parfois adjectif, parfois substantif — demeure floue, il ne fait aucun doute que, depuis quelques décennies, l'univers du numérique envahit quotidiennement nos vies. Par nos différents appareils — téléphoniques, informatiques, robotiques —, le numérique a modifié considérablement notre façon d'interagir avec notre entourage, familier ou non. Toutefois, le numérique est plus qu'un ensemble d'outils, il est une nouvelle façon de voir le monde, de le sentir, de le comprendre. Il nous fait entrer dans une nouvelle ère. Comme technique, dira Stéphane Vial, il est « ontologique ». Mais il faut aussi mentionner que le numérique participe d'une nouvelle économie, d'un nouveau mode de production, notamment dans le domaine des arts et de la création. C'est ce qui a conduit les gouvernements des États — principalement occidentaux — à mettre en place, comme au Québec et au Canada, des stratégies numériques permettant aux artistes, et au milieu de l'art en général, une meilleure accessibilité aux technologies numériques, désormais considérées comme étant la voie de l'avenir.

Ainsi, le Conseil des arts du Canada (CAC) publiait récemment un rapport intitulé *Les arts à l'ère numérique*. Celui-ci fait suite à une étude documentaire approfondie et à une vaste consultation auprès de plusieurs intervenants du milieu, dont un sondage auprès des artistes et des entrevues auprès d'organismes de financement des industries des arts et de la création. Il concrétise ainsi un engagement inscrit dans le plan stratégique 2016-2021, ayant pour titre *Façonner un nouvel avenir*. Pour le CAC, il devenait impérieux de s'interroger sur la place du numérique dans le monde de la création. Dans cette optique, le CAC souligne que les artistes et les organismes doi-

DES IDÉES EN REVUES

Chaque mardi, *Le Devoir* offre un espace aux artisans d'un périodique. Cette semaine, nous vous proposons une version abrégée d'un texte paru dans la revue *Espace art actuel*, printemps-été 2017, n° 116.



vent « innover sans cesse et fonctionner de façon créative ». Afin de profiter pleinement des incidences des technologies numériques sur la création et la diffusion des produits culturels, ils « doivent s'adapter et même se renouveler ». Pour parvenir à cette « renaissance artistique », le CAC fait aussi le vœu que ces nouvelles technologies numériques permettent une plus grande égalité des chances pour toutes les régions du pays. Le potentiel de l'ère numérique devrait favoriser la diversité culturelle et le sentiment d'appartenance à un pays qui fonde beaucoup d'espoir sur le partage de ses différences.

Certes, le rapport souligne l'importance des nouveaux outils favorisant la « découvrabilité » des œuvres, les plateformes de distribution et de commercialisation pouvant offrir un meilleur rayonnement de la création sur le territoire canadien et à l'étranger; toutefois, cette transformation de l'art par le numérique se déploie également au sein d'une « culture ». On a beau dire que celle-ci ne renvoie qu'à un ensemble de savoir-faire qu'il nous faut appliquer, elle n'en provoque pas moins une véritable mutation dans nos façons de travailler, de communiquer, de développer de nouvelles relations avec les publics. À ce propos, le rapport fait référence au terme « perturbation », introduit par le professeur Clay Christensen, auteur du livre *The Innovator's Dilemma: When New Technologies*

Cause Great Firms to Fail. Ce mot « perturbation » renvoie donc aux ruptures que provoquent les nouvelles technologies numériques dans le monde des affaires et du commerce. Or, les industries des arts et de la création devraient tenir compte de ces « nouveaux modèles de fonctionnement ». Et c'est justement cet aspect du rapport qui suscite quelques interrogations. Autant il souligne le désir d'accompagner les artistes et les organismes pour qu'ils puissent mieux s'adapter aux nouvelles technologies numériques afin de se rendre plus visibles sur le marché national, voire international, autant il semble s'associer aux valeurs de cette nouvelle économie de la créativité numérique ou art, industrie, innovation technologique vont de pair. Cette ambivalence est visible dans la distinction qui est faite entre les œuvres d'art numériques et celles produites à l'aide du numérique. Même si la désignation « art numérique » ne va pas de soi, on l'associe essentiellement aux œuvres interactives ou participatives qui, grâce à leur pouvoir de mobilisation auprès d'un large public, profitent au tourisme culturel généré par le « capitalisme artiste ».

Il importe donc de mettre en perspective cette importante étude sur les arts à l'ère numérique; d'autant que le sondage auprès des artistes et des organismes artistiques souligne leurs intérêts à ce que la technologie numérique soit considérée comme un moyen et non une fin. En manifestant ce souhait, le milieu artistique ne rappelle-t-il pas l'importance de maintenir son indépendance lorsqu'il s'agit de pratique artistique? Depuis toujours, les artistes sont des technocrates, mais c'est principalement la liberté créatrice qui leur permet de garder en éveil l'esprit critique. C'est ainsi qu'ils peuvent jouer un rôle dans la remise en question de nos certitudes. Autrement dit: devant cette nouvelle économie symbolique du « vivre ensemble », le rôle de l'art, sa responsabilité à l'ère numérique, n'est-il pas, comme le mentionne Bernard Stiegler, de « produire du discernement »?

Des commentaires ou des suggestions pour *Des Idées en revues*? Écrivez à rdutrisac@ledevoir.com.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION: Véronique Chagnon (chef de division), Robert Dutrisac (éditorialiste), Michel Garneau et Pascal Elie (caricaturistes), Jacques Nadeau (photographe), Olivier Zuida (chercheur photos); information générale: Isabelle Paré (chef de division et reporter), Stéphane Baillargeon (généraliste), Gérard Dallaire (pupitre), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Jean Dion (sports), Marco Fortier (éducation), Marie-Pier Frappier (pupitre), Lisa-Marie Gervais (diversité), Pauline Gravel (sciences), Jessica Nadeau (éducation), Alexandre Shields (environnement); information politique: Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Marie-Michèle Sioui (correspondants parlementaires à Québec); Dave Noël (recherche); Jeanne Corriveau (affaires municipales, Montréal); Isabelle Porter (affaires municipales, Québec); information culturelle: Guillaume Bourgault-Côté (politiques culturelles), Julie Carpentier (pupitre), Fabien Deglise (livres), Catherine Lalonde (arts vivants), François Lévesque (écarts), Caroline Montpetit (arts vivants), Philippe Papineau (médias); information économique: Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins et Eric Desrosiers (reporters), Benoît Munger (pupitre); information internationale: Guy Taillefer (chef de division et éditorialiste); section art de vivre: Diane Précourt (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs); cahiers spéciaux: Loïc Hamon (responsable); équipe numérique: Laurence Clavel, Guillaume St-Hilaire et Geneviève Tremblay (pupitres); correction: Andréeane Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant (correctrices); soutien à la rédaction: Amélie Gaudreau (coordonnatrice de la rédaction), Jean-Philippe Proulx (commis); DOCUMENTATION: Manon Derome (Montréal), Denise Ledoux (Ottawa); PUBLICITÉ: Charlyne Bachraty (adjointe au vice-président), Marlène Côté, Evelyne De Varennes, Amel Elinam, Claire Paquet, Chantal Rainville et Nadia Sebati (directrices de comptes), Amélie Maltais (commis aux amis publicitaires); PRODUCTION: Caroline Desrosiers, Yannick Morin, Anthony White et Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE: Yanick Martel (administrateur Web), Jean-François Côté (analyste programmeur), Luc Girard (technicien informatique), Solène M. Hébert (développeuse Web); PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE: Catherine Gentilcore (coordonnatrice marketing, communications et relations publiques), Sébastien Beaupré (coordonnateur service à la clientèle), Manon Blanchette, Caroline Filion, Nathalie Filion, Isabelle Sanchez (préposées au service à la clientèle); ADMINISTRATION: Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Mélisande Simard (adjointe administrative et responsable des ressources humaines), Florentina Draghici (technicienne comptable), Véronique Pagé (responsable du crédit).

ACTUALITÉS

SOLIDAIRE

SUITE DE LA PAGE 1

(MDN) ainsi que ceux d'Alain Vadeboncoeur et de Karel Mayrand. Tous deux avaient participé aux côtés de Gabriel Nadeau-Dubois à la tournée. Faut qu'on se parle au fil des derniers mois. Le directeur général pour le Québec de la Fondation David Suzuki, Karel Mayrand, a dit «ressen[tir] une énorme déception devant un parti qui veut faire les choses autrement, mais qui réagit exactement comme tous les autres». «Les compromis sont indispensables pour diriger un pays, et c'est avec les adversaires qu'on fait des compromis, pas avec les amis», a écrit quant à lui le «médecin d'urgence quelque peu dispersé», Alain Vadeboncoeur.

«Les attaques sont solides», a lâché M^{me} Massé devant les militants qui étaient rassemblés dans un auditorium de l'UQAM lundi afin de parachever le programme politique de QS après 11 ans de dur labeur.

Pour plusieurs alignés et non-alignés, QS a infligé dimanche une sévère leçon au PQ pour avoir trahi la population québécoise en «clignot[ant] à gauche avant de virer à droite» une fois au pouvoir, mais, ce faisant, a puni les progressistes québécois en éloignant la perspective d'une défaite du PLQ.

L'élue péquiste Véronique Hivon s'est dite désagréablement «surprise» de voir les délégués de QS «s'accroche[r] autant au passé» afin de justifier leur refus d'amorcer des discussions avec le PQ pour se doter d'un «outil supplémentaire pour maximiser les chances de chasser les libéraux du pouvoir. «Est-ce que tout a été parfait? Non, parce que, savez-vous quoi [...] quand vous gouvernez, vous en faites, des erreurs. C'est le prix à payer pour gouverner, puis essayer de faire des choses pour le mieux. [Et], on a fait des choses incroyables», a-t-elle déclaré dans un entretien avec *Le Devoir* lundi.

Selon elle, les délégués de QS ont fait fi dimanche après-midi de la volonté des sympathisants solidaires, qui appuieraient à hauteur de 87% une alliance électorale PQ-QS, selon un sondage Léger-*Le Devoir*-*Le Journal de Montréal*. «On s'attendait à ce qu'ils acceptent au moins de s'asseoir pour travailler.»

«Entente de principe» gardée secrète?

Par ailleurs, plus d'un militant solidaire s'expliquait mal lundi soir pourquoi la direction de leur parti n'a pas dit mot de l'«entente de principe» signée par leur ex-président Andrés Fontecilla et les représentants du Parti québécois, d'Option



Manon Massé et Gabriel Nadeau-Dubois

nationale et du Bloc québécois ni sur une «feuille de route» pour accéder à l'indépendance. Radio-Canada en a révélé l'existence lundi après-midi alors que la plupart des congressistes avaient déjà plié bagage. L'accord de principe intervenu à la Table des Organisations unies pour l'indépendance (OUI Québec) aurait certainement été un «élément supplémentaire» qui aurait contribué à la réflexion des délégués de QS sur les alliances électorales, est d'avis M^{me} Hivon. «Nous avons été contraints de retarder la divulgation publique, contrairement à ce qu'on aurait souhaité par transparence pour nos membres», s'est-elle contentée d'ajouter.

Mouvement large

QS a l'ambition de fédérer le mécontentement envers le gouvernement libéral, notamment en mettant sur pied «un mouvement politique large comme on n'en a pas vu longtemps au Québec». Le parti politique — qui recueille 13% des intentions de vote —, fait notamment le pari qu'il parviendra en un an et demi à faire le plein d'appuis d'électeurs traditionnels du PLQ, notamment les personnes racisées, qui ont été blessées par la charte des valeurs québécoises. «Nous sommes le seul parti qui puisse s'adresser à ces gens-là [issus de la diversité]. Le PLQ vous abandonne systématiquement là où l'inclusion devrait compter le plus, c'est-à-dire sur le terrain

Couillard salue la décision

De son côté, le premier ministre Philippe Couillard a salué la décision des délégués de QS de tourner le dos à toute alliance stratégique avec le PQ. Les partisans de pactes entre le PQ et QS ont affiché «une certaine désinvolture» à l'égard

de l'électorat québécois, selon lui. «On met sur papier des alliances qui sont contre nature politiquement si vous regardez les différentes orientations des différents partis», a-t-il soutenu en marge de sa mission en Israël et en Cisjordanie lundi.

de l'électorat québécois, selon lui. «On met sur papier des alliances qui sont contre nature politiquement si vous regardez les différentes orientations des différents partis», a-t-il soutenu en marge de sa mission en Israël et en Cisjordanie lundi.

des conditions de vie, des conditions de travail», a-t-il répété. La membre du comité anticraciste de QS Dalila Awada avait convaincu ses conseillers et confrères de ne pas succomber au «chant des sirènes des gains électoraux» en misant sur des pactes de non-agression avec le PQ. Le parti politique dirigé par Jean-François Lisée «porte en lui ces deux bêtes»: «le néolibéralisme» et «le racisme». «Pour les communautés racisées au Québec, l'ennemi est double», avait-elle déclaré durant le débat.

Le sociologue Mathieu Bock-Côté a roulé des yeux. «Le triste-épisode-de-la-Charte-des-valeurs. Le triste-épisode-de-la-Charte-des-valeurs. Répétons cela à l'infini. C'est ainsi qu'on fabrique un mensonge collectif, auquel chacun est obligé de croire, sous peine de passer pour un infréquentable. Qui s'imagine que la propagande est morte, dans notre société?» a-t-il demandé sur Facebook.

Gouin: «premier test»

Gabriel Nadeau-Dubois consentira toute son énergie à se faire élire lundi prochain dans la circonscription de Gouin. Cette élection partielle constituera un «premier test» post-congrès pour QS, a fait valoir M^{me} Massé. Selon elle, la victoire n'est pas acquise à l'heure actuelle pour Gabriel Nadeau-Dubois. «Ca ne se fera pas par magie, OK! Il y a des gens qui sont choqués après nous parce qu'ils n'ont pas encore compris ou ils n'ont pas encore confiance [dans le fait] que Québec solidaire va gouverner», a-t-elle affirmé avec force.

Le PQ pourrait-il jouer le trouble-fête en dépit de l'absence de candidat péquiste dans la course? Véronique Hivon s'abstient d'appeler les électeurs de Gouin à voter blanc. «On les invite à voter pour le candidat ou la candidate qui est le plus proche de leurs aspirations», a-t-elle lancé.

Le Devoir

TERREUR

SUITE DE LA PAGE 1

Isabel Hodgkin, qui assistait elle aussi au concert, a déclaré à la chaîne de télévision Sky News: «Tout le monde paniquait, ça poussait dans les escaliers.»

«Le couloir était plein de monde, il y avait une odeur de brûlé, il y avait beaucoup de fumée pendant qu'on sortait», a-t-elle dit. Robert Tempkin, 22 ans, a déclaré à la BBC: «Tout le monde criait et courait, il y avait des manteaux et des téléphones sur le sol, les gens ont tout abandonné» dans le mouvement de panique.

Gary Walker et sa femme, de la ville de Leeds, attendaient dans le hall de l'aréna de Manchester leurs deux filles qui assistaient au concert. Ils ont entendu la dernière chanson. Des spectateurs ont commencé à sortir de la salle quand ils ont vu un flash et entendu une explosion.

«J'ai eu un peu mal à mon pied et ma jambe, a dit M. Walker. Ma femme a dit qu'elle devait s'allonger. Je l'ai aidée à se coucher. Elle a une blessure à l'estomac et peut-être une fracture à une jambe. J'étais à environ trois mètres de l'explosion. Je suis étonné de m'en être tiré avec peu de dommages.»

Le couple a attendu les secours pendant une heure environ. Leurs deux filles sont saines et sauvées même si elles ont été prisonnières de la foule en panique après l'explosion. Elles ont pu avertir leurs parents par téléphone.

Solidarité et alerte

Sur les ondes de la radio BBC 5 et sur Twitter, des personnes cherchaient encore leurs proches plus de trois heures après l'événement. Sur les réseaux sociaux, des Mancuniens offraient d'accueillir sous leur toit les personnes sous le choc, grâce au mot-clé dédié #Roomformanchester. Deux hôtels de la zone avaient également recueilli des dizaines d'enfants séparés de leurs parents au moment de l'explosion.

Le réseau social Facebook a activé son service Safety Check pour la ville de Man-

chester après l'explosion. Cette fonction permet aux usagers de donner rapidement des informations à ses «amis» du réseau en cas de crise. Les gens peuvent alors savoir si un de leurs proches se trouve dans la zone touchée et dans quel état il se trouve.

Le maire du grand Manchester, Andy Burnham, s'est adressé aux citoyens par gazouillis: «Mon cœur est avec les familles qui ont perdu un être cher, mon admiration va aux services d'urgence courageux. Une nuit terrible pour notre grande ville.»

«S'il s'agit d'une attaque terroriste, il s'agit d'un acte aussi monstrueux que profondément futile», a dit Richard Leese, qui dirige le Conseil de Manchester. Notre ville est fière et forte et nous ne permettrons pas à ceux qui cherchent à semer la peur et la division d'atteindre leurs objectifs.»

Le premier ministre Justin Trudeau a également incité les Canadiens à accompagner en pensées les victimes et leur famille.

Rappelons que le 22 mars dernier, un attentat a eu lieu dans le quartier Westminster, où est situé le parlement du Royaume-Uni. Une voiture avait d'abord renversé plusieurs passants sur le pont de Westminster en plein après-midi. Une minute plus tard, le même homme, descendant de sa voiture, a poignardé mortellement un policier, avant d'être abattu par la police britannique. Au total, six personnes sont mortes, dont l'assaillant.

Le niveau de menace terroriste a été relevé de «substantiel» à «sévère» depuis août 2014, soit quelques semaines après l'engagement du Royaume-Uni à combattre le groupe armé État islamique à l'intérieur de la coalition internationale. Ce niveau d'alerte signifie qu'une attaque est «hautement probable».

Les leaders des partis d'opposition ont aussi exprimé leurs condoléances. La campagne électorale actuelle a été suspendue jusqu'à nouvel ordre.

Avec Stéphane Baillargeon et l'Agence France-Presse
Le Devoir



PETER BYRNE / PA VIA ASSOCIATED PRESS

Le niveau de menace terroriste a été relevé de «substantiel» à «sévère» depuis août 2014 en Grande-Bretagne.

CANNES

SUITE DE LA PAGE 1

admet-il comme pour s'excuser d'être là. Au cinéaste autrichien, qu'il qualifie de maître du nouveau roman au cinéma, il ne peut pas dire non. Aux autres, si.

Haneke fait partie du club sélect des doubles palmés d'or (sa première pour *Le ruban blanc*). Sans compter les prix obtenus ici pour *La pianiste* et *Caché*. Le maître chirurgien du 7^e art, c'est lui.

Le cinéaste précise avoir perdu deux ans avec le projet *Flash Mob*, qui n'a pas vu le jour. «Mais j'ai intégré de ses éléments dans *Happy End*».

Attendu ici comme le film phare de la compétition — Haneke sera-t-il le premier triple palmé? —, *Happy End* n'est pas son film le mieux unifié. La mise en situation traîne en longueur en première partie et l'utilisation des nouvelles technologies comme seul espace de communication après l'échec des autres ne convainc pas tout à fait, mais son humour noir fait mouche et sa lucidité glacée offre une giflette cinglante à l'air du temps.

Troisième palme? sans doute pas.

Bourgeois de Calais

Dans ce portrait de bourgeois de Calais coupés de leur souffle, attentifs à protéger leurs privilèges en écrasant le peuple, le patriar-

«On est inondés par des informations qui nous rendent de plus en plus sourds et aveugles à tout le reste»

Michael Haneke, cinéaste

est à nouveau joué par Jean-Louis Trintignant et sa fille par la muse Isabelle Huppert, plus glaciale que jamais. Le fils volage prend les traits de Mathieu Kassovitz en médecin au cœur gelé. Quant au fils fragile et lucide, il est incarné par Franz Rogowski, impressionnant en figure brûlée de tragédie.

«Je ne vois aucune raison de ne pas refaire tout le temps des films avec lui», déclare Isabelle Huppert. Dès la pianiste, j'ai vu à quel point il s'intéressait à la vérité de la personne en face de lui. Haneke est le cinéaste de la haute précision du cadre. Or, plus un grand metteur en scène se montre contraignant, plus on se sent libre. Une circulation naturelle s'établit.»

Le seul duo de résonance dans *Happy End*, extrêmement puissant, est celui que forme en dernière partie le vieil homme et sa petite fille

suicide de 13 ans (Fantine Harduin) qui voit et comprend tout. Ce tandem extraordinaire sauve en partie le film, par sa charge immense.

Tout Haneke est dans ce film. *Happy End* constitue presque une suite à son précédent *Amour* avec allusions à l'épouse malade que le mari a étouffée, des références à *Caché* et à *Benny's Video*. Mais le cinéaste affirme ne pas avoir pratiqué l'autoréférence, plutôt s'être inspiré des événements de sa propre vie.

Happy End constitue un amer constat d'échec de l'humanité. Là où l'acte de tuer dans *Amour* était l'aboutissement d'une vie sentimentale, *Happy End* montre des personnages qui n'éprouvent rien les uns pour les autres. Les plus sensibles veulent mourir. Le suicide est omniprésent. L'acte de tuer constitue l'unique moment d'amour du film. Les migrants et serviteurs se heurtent à un mur d'indifférence.

Haneke dit espérer traverser la vie avec les yeux ouverts. «On ne peut parler de sa société d'aujourd'hui sans aborder ce qui se passe avec l'immigration. Dans mon écriture et ma mise en scène, je donne des indices au spectateur, puis je le laisse travailler.»

Les films se répondent à Cannes et d'un dîner de gala dans l'excellent *The Square*, du Suédois Ruben Östlund, trouve un écho dans *Happy End*, alors que la bourgeoisie élégante et hypocrite est dynamitée dans ses fêtes par des intrus, ici des migrants venus assombrir le beau dîner.

Mathieu Kassovitz, acteur et cinéaste (*La haine*), dira qu'il faut aimer le cinéma de Mi-

chael Haneke pour travailler avec lui. «Il possède une vision de ce qui passe entre les lignes, affirme-t-il. On devient un peu des éponges à ses côtés. Il possède un amour pur du cinéma comme j'ai rarement vu chez un cinéaste.»

«Les metteurs en scène sont les acteurs les plus agréables qui soient», sourit Haneke. Ils comprennent la complexité de l'affaire.»

Il l'admet dans un euphémisme: «Le film exprime une certaine amertume face à cette manière de s'occuper de son nombril et pas de la vie qui nous entoure. Le sujet, c'est notre façon de vivre. Notre autisme. On est inondés par des informations qui nous rendent de plus en plus sourds et aveugles à tout le reste, avec l'illusion d'être informés. Avant, un paysan connaissait un coin de son village. Aujourd'hui, grâce à Internet, chacun ne capte que des surfaces, alors qu'on ne connaît vraiment que ce qu'on a vécu. Mon approche n'est pas désespérée, mais réaliste.»

À Cannes où la vie artificielle des fêtes au champagne parmi les riches et célèbres occupe le devant de la scène, avec les mesures de sécurité inouïes en remparts pour nantis, on se dit que la vie est le cinéma et le cinéma, la vie.

Certains ont hué *Happy End*, mais, par-delà ses carences de construction, c'était passer à côté d'un terrible cri de douleur. On entend l'écho dans ce festival doré en posture de bunker assiégé qui danse sur un volcan, mais tremble de peur.

Le Devoir
Odile Tremblay est à Cannes à l'invitation du Festival.

LE DEVOIR

Les bureaux du *Devoir* sont situés au 1265, rue Berri, 8^e étage, Montréal (Québec), H2L 4X4 ☎ Berri-UQAM Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



La rédaction

Au téléphone 514 985-3333
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Abonnements (lundi à vendredi, 7h30 à 16h30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par courriel publicite@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3452
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340
Par courriel petitesannonces@ledevoir.com